LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

N°1586
du 11 au 17 mars 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Il nous faut rester vigilant pour éviter que demain un salarié à bout de tout n'entre dans l'entreprise avec un fusil. »

J.-C. Delgenes, consultant en entreprise

Régionales

les pauvres écopent

M 02137 - 1586 - F: 2,00 €

Sommaire

Cuba pas libre, par J. Robin, *page 4*

Fait d'hiver, par J.-M. Raynaud, *page 4*

La **casse** publique, par Pat O'Neil, *page 5*

Brèves prépintanières, *page 6*

Un **vrai** de vrai, par Fabrice, *page 7*

À la **petite semaine,** par Floréal, *page 7*

Psychocapitalisme, par J. Monjot, *page 8*

Pas sans **ressources,** par P. Pelletier, *page 9*

Obama **pas si sûr,** par N. Baillargeon, *page 12*

Le **communisme** primitif, par M. Fhima, *page 14*

Køpi bleibt, par M. Darnault, *page 15*

Soixantième **Berlinale,** par H. Hurst, *page 17*

Gaston **Couté** sur le vif, interview par Daniel, *page 19*

Une **brochure** pour Radio libertaire, *page 20*

La vie du **mouvement,** *page 21*

Les **programmes** de la plus rebelle, *page 22*

L'agenda de toutes les résistances, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^{os}	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^{os}	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^{os}	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Twist again !

Alors que le fichier Edvige avait suscité un tollé dans l'opinion publique, alors qu'en 2008, le Stic (fichier de la police qui recense auteurs et victimes de procédures judiciaires) avait fait déjà fait parler de lui lorsque *Bakchich* avait publié les fiches de Johnny et de Jamel, c'est la campagne électorale qui relance le débat sur le fichage généralisé. Il ne s'agit, bien sûr, pas d'un débat de fond mais de forme, suite aux déclarations de deux maires UMP du Val-d'Oise à l'encontre de la tête de liste PS du même département pour les élections régionales. Ainsi, on apprend que la fiche Stic d'Ali Soumaré a été consultée entre trente et quarante fois par des policiers, avant les accusations portées à son encontre... Rien que ça. Il est sûr qu'avec la généralisation du fichage des informations, de la vidéosurveillance, des déplacements, etc., il vaut mieux avoir de bons amis policiers que l'inverse ! Sans compter quand ils jouent du flash-ball...

Côté emploi, la casse bat son plein, public, privé, les salariés se retrouveront dans la rue le 23 mars, pour une nouvelle journée de manifestations interprofessionnelles. Les salariés de Total à Dunkerque continuent leur mouvement de grève sous la menace de la fermeture de leur site. Vendredi 5 mars, ils ont retiré les pompes permettant de sortir le pétrole des cuves afin d'éviter que la direction cherche à le récupérer. Pendant ce temps, les employeurs se plaignent de la Halde au gouvernement. Celui-ci, dans sa sape des institutions veillant à la protection des libertés et des droits, veut intégrer la Halde au futur « défenseur des droits ». Quant à la « meilleure des patronnes », *Fakir*, dans son édition d'avril 2010, enquête sur Parisot et, surprise, au téléphone, un DRH se fait passer pour un délégué syndical ! Décidément, dans l'actu de cette semaine, ils ne nous épargneront rien ! Enfin, malgré les radiations répétées des allocataires du chômage, celui-ci atteint son niveau le plus haut depuis dix ans... C'est un agriculteur de la ville d'Arnac-La-Poste, M. Camus, qui nous donnera le mot de la fin : « Ça fait longtemps qu'on n'écoute plus les promesses. »

C'EST LA GRANDE NOUVELLE, « François Bayrou est foutu » ou, à la une d'un quotidien : « La mode Bayrou est dans les choux ». Diable, pourquoi tant de haine, pourquoi lui et pas un autre personnage politique ? Du côté de la majorité actuelle on ne lui pardonne pas son esquisse d'alliance avec la gauche. Citons la déclaration d'un militant de l'UMP : « Avant les gens quittaient Bayrou au lendemain des élections. Désormais, ils partent avant la défaite. » Le débat n'est plus à fleuret moucheté... Foutre dieu, mais bien sûr, voilà revenu le temps des élections, régionales, cette fois-ci.

Nos boîtes à lettres, pourtant souvent hostiles à toute publicité, débordent de divers tracts vantant les mérites et qualités de celles et ceux qui postulent à des charges représentatives. Près des écoles fleurissent de drôles de panneaux où toutes les bobines des diverses boutiques électoralistes s'offrent à nos regards.

De « Tout changer, rien lâcher » à « Ensemble, faisons grandir nos belles idées », les forces (*sic*) de gauche font florès. Les sondages les donnent gagnants, ce ne serait pas la « vague rose » de l'époque mitterrandienne de naguère, mais une petite déculottée pour le pouvoir en place. Bien sûr, nous autres anarchistes, cela n'est pas la première de nos préoccupations, loin s'en faut.

Le combat est pour nous ailleurs, dans d'autres lieux que les bureaux de vote. L'effervescence avant chaque période électorale, on connaît, on attend les désillusions après les résultats. Avec les alliances diverses où ils sont nombreux dans les milieux d'extrême gauche à douter de l'efficacité de leurs efforts. Un quotidien a même récemment titré sur la grande victoire annoncée de l'abstention... Tout cela ne serait qu'une mise en bouche, voire un galop d'essai avant la présidentielle de 2012.

Le populisme, pour ne pas dire pire, peut faire déclarer à Marine Le Pen : « Je vais changer les choses. On va arrêter de donner de l'argent à Auchan. » Ça a un goût bien connu, quand l'extrême droite fait (en paroles certes) dans le social (comme là dans le Pas-de-Calais), le danger est proche...

Un million de chômeurs en « fin de droits », ça fait beaucoup de gens qui vont ne plus rien recevoir. C'est en discussion entre gouvernement et « partenaires sociaux », une « série de réunions » est prévue. On attend toujours un front offensif et syndicaliste.

S'il semble que l'UMP va morfler à ces prochaines élections, on se demande si l'affirmation « les régions doivent être des collectivités de combat » est autre chose qu'une incantation religieuse ou une version XXIe siècle de la méthode Coué. Pour illustrer le propos, on aurait pu gloser sur la gestion de Montreuil (banlieue parisienne) de Dominique Voinet, mais on s'abstiendra par charité...

En fait, l'ex-anarchiste Cohn-Bendit est peut-être le seul à dire tout haut ce qui est déclaré dans les couloirs de la politique, à savoir que 2012 (la présidentielle) commence le 14 mars prochain. La course de fond pour la charge suprême a donc commencé. Le mouvement social (qui n'est pas à l'ordre du jour) est encore en léthargie et ce n'est pas seulement dû à la rigueur du climat hivernal ! On a échappé à une seule chose, la distribution des consignes de vote en ombres chinoises des diverses boutiques syndicales représentatives. La CGT « excellait » dans ce genre de choses. La direction de la confédération « constatait » que le programme du Parti communiste avait de nombreux points de convergence avec les revendications syndicales et le tour état joué... La CFDT nous la faisait façon « autonomie engagée » et son côté l'extrême gauche appelait à voter pour « le candidat ouvrier le mieux placé ». On a encore quelques florilèges de ce genre où des responsables cégétistes appellent à soutenir le Front de gauche « pour des lendemains plus solidaires », mais ce n'est la grande époque.

De toute façon, ce qui reste de mouvement syndical a du plomb dans l'aile et ce n'est pas en servant de marchepied aux partis politiques qu'il nous fera reprendre espoir.

Antoine Laverdure

Viva Zapata !

Dans la théorie marxiste, la dictature du prolétariat désigne cette phase transitoire et à durée indéterminée devant mener à la société communiste véritable, durant laquelle les prolétaires, ayant conquis l'État, lui-même appelé ensuite à dépérir en un temps non évalué, exercent un pouvoir tyrannique sur la société afin d'en finir avec les classes sociales, l'odieuse bourgeoisie et ses immondes laquais.

À Cuba, où cette phase transitoire a débuté il y a cinquante et une petites années, Orlando Zapata, un ouvrier maçon et plombier, fondateur d'une organisation pacifiste, le Mouvement alternatif républicain, est mort en prison après y avoir mené une grève de la faim de soixante-dix jours. Il avait souhaité dire tout haut ce qui allait mal dans cette île des Caraïbes, signe avant-coureur éclatant d'une perturbation mentale évidente. Car existe-t-il un endroit au monde où tout va bien ?

Qu'on juge donc de la folie de cet homme ! Voici un prolétaire qui, entre un petit mur de briques à monter et un joint de lavabo à changer, exerçait avec ses camarades une sévère mais juste dictature sur lui-même et ses camarades, en attendant d'en finir avec les classes sociales, la bourgeoisie odieuse et ses immondes laquais. Et le voilà comme ça qui prend le risque, sous couvert de critique sociale, de voir restaurer l'exploitation éhontée des maçons et plombiers cubains dans une société de classes dirigée par une odieuse bourgeoisie et ses immondes laquais ! En d'autres temps et d'autres lieux où la période de transition s'est hélas achevée avant terme, cet Orlando *furioso* aurait connu *illico* l'hôpital psychiatrique ! Mais la poigne prolétaire s'est ramollie depuis la chute du Mur, et cet agent au mieux involontaire de l'impérialisme ne fut condamné au bout du compte qu'à trente-six ans d'enfermement, pas même la moitié du quart d'une phase transitoire réussie ! Il aura fallu, pour finir, qu'il s'applique à lui-même la peine de mort prolétarienne, épargnant ainsi au castrisme le retour d'une société de classes, d'une odieuse bourgeoisie et de ses immondes laquais.

Cuba respire. La phase transitoire continue…

Jean Robin

Allégrement !

Il s'appelle Claude Allègre. Il a eu son heure de gloire comme ministre de l'Éducation nationale sous Jospin quand il a déclaré qu'il fallait « dégraisser le mammouth ». Comme son « camarade » Georges Frêche, c'est une grande gueule qui aime à pisser contre le vent. Et avec son dernier livre, *L'Imposture climatique*, c'est peu dire que ce géochimiste, à peu près autant qualifié en climatologie qu'un Pygmée en pêche au phoque, s'en prend plein les chaussures et le bas du pantalon !

Morceaux choisis ! Ce soi-disant scientifique, donc surarmé par nature d'une rigueur extrême, parle de Wester à propos de Peter Webster. De Tech. Ce nom n'existe pas. Il a confondu le nom de l'institution de M. Webster (Georgia Tech, diminutif de Georgia Institute of Technology) avec celui d'une personne. Il fait état d'une publication dans *Science* de novembre 2007 qui n'existe pas. Il définit le Giec comme le « Groupement international pour l'étude du climat » alors qu'il s'agit du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Il se réclame d'un Denis Haucourt qui n'existe pas. Il confond Solanki avec Solansky. Il enrôle sous sa bannière Denis Hertmann, qui dément. Gerd Wendler, qui dément également…*

Bref, pour nier l'évidence de la relation entre l'activité humaine et la dégradation des conditions mêmes de la vie sur cette planète, monsieur le grand scientifique se pisse dessus d'approximations, de confusions et de mensonges.

Et c'est le moment que choisit la royale Ségolène pour prendre, dans *Le Monde* du 1er mars 2010, la défense de Bernard-Henry Lévy, cet éternel grand timonier de la dialectique qui ne cesse de nous expliquer en quoi il a eu raison d'avoir tort. Une bande de manants se serait moqué de ce phare de la pensée au motif que dans son dernier livre, il aurait tressé des lauriers à Botul, un philosophe qui n'a eu d'existence que canulardesque.

Claude, Ségolène, sans vouloir offenser le socialisme que vous prétendez représenter, vous allez finir par désespérer, non pas Billancourt, mais les bobos !

Jean-Marc Raynaud

*. Pour la liste complète des bourdes, cf. *Le Monde* du 1er mars 2010.

Secteur public

Massacre à la tronçonneuse

Sarkozy : « Fonctionnaires : soyez fiers », sinon vous êtes virés !

Nous n'avons pas pour habitude dans *Le Monde libertaire* de commencer un papier dédié à la casse sociale par un sondage, mais une fois n'est pas coutume : celui-là vaut le coup. Selon Obea/Infraforces, 72 % des Français interrogés ont une bonne image des fonctionnaires. Ils sont même 73 % à en être fiers et demeurent assez défavorables à la baisse des effectifs dans certains secteurs de la fonction publique. Bon, 73 % « assez favorables », c'est bien ! Dans les 73 %, on doit aussi compter un certain Sarkozy qui a déclaré cette semaine dans la presse : « Soyez fiers d'être fonctionnaires. On ne parle pas assez de vous, on ne respecte pas assez vos compétences. On ignore les difficultés qui sont les vôtres. » C'est sûr que pour les 33 754 fonctionnaires dont les postes vont être supprimés en 2010, dont 16 000 dans l'Éducation nationale, les vraies difficultés vont commencer ! À commencer par retrouver à se caser, car qu'on ne nous fasse pas croire que les postes supprimés sont ceux des fonctionnaires partant à la retraite qui ne seront pas remplacés. Non, non, non. La vérité, c'est que pour ce gouvernement il y a trop de fonctionnaires et donc trop de service public. Donc, une seule solution : supprimer des postes dans tous les secteurs. La Poste, les hôpitaux, les écoles, rien ne sera épargné et tout, à terme, privatisé, au service des plus riches et au détriment des populations les plus pauvres.

« Postiers feignants » !

Commençons par La Poste, transformée en société anonyme cette semaine. Le gouvernement faisant ainsi fi du référendum citoyen organisé cet automne et qui avait remporté un nombre impressionnant de « Non », tout comme des mouvements de grèves qui se multiplient chez les postiers, sous l'égide du Comité national contre la privatisation de La Poste, qui regroupe les syndicats de La Poste et une soixantaine d'associations.

En effet, les postiers n'ont pas attendu la privatisation pour voir le poids de leurs sacoches augmenter au fil des suppressions massives d'emplois, et les conflits locaux qui se multiplient contre ces « réorganisations », parties intégrantes de ladite privatisation. D'après des données Sud PTT sur le droit syndical, l'effectif total de La Poste a déjà baissé de 4,2 % en 2009, ce qui correspond à 11 000 suppressions de postes. Aux guichets, ce n'est pas mieux : « Des bureaux annexes seront fermés certains jours sous prétexte que l'agent sera appelé pour un remplacement au bureau principal. Au courrier, la direction prétexte la baisse du volume du courrier pour tailler dans les effectifs. Résultat, les facteurs doivent se remplacer entre eux en cas d'absence, les tournées s'allongent et le travail devient infaisable dans le temps imparti, d'où des heures supplémentaires évidemment non payées ! » Travailler plus pour ne gagner rien en plus. Et, futées, les directions argumentent que les heures supplémentaires sont censées être compensées par les jours où le facteur termine avant l'horaire. Mais dans les faits, selon un militant Sud PTT, ils ne partent jamais plus tôt, ils croulent sous le travail. Des tournées sont supprimées certains jours. Selon les syndicats, ce n'est que le début de la casse…

« Infirmiers feignants » !

En quelques semaines, une pétition lancée par le Mouvement de défense de l'hôpital public (MDHP) a recueilli plus de 240 000 signatures. Premiers visés par la privatisation rampante instaurée par la loi Bachelot, comme par le grand chambardement engagé à l'AP-HP, les professionnels de santé appellent à présent les usagers à la mobilisation. Le MDHP explique : « Il faut réagir contre la privatisation, car, aujourd'hui, l'hôpital public assure des soins de qualité pour tous quels que soient les moyens de chacun. Parce que c'est là que se font les grandes recherches d'aujourd'hui qui permettront les progrès de demain. Parce que c'est lui qui prend en charge les cas les plus graves ou les plus complexes à tous les âges de la vie. »

Course contre la montre tandis que la loi Bachelot a commencé par supprimer l'appellation de « service public hospitalier » pour le remplacer par « établissements de santé ». La voie est montrée : il s'agit bien de transformer l'hôpital public en entreprise. Et pour être rentable, l'hôpital devra sélectionner les pathologies et les patients, et diminuer le nombre de personnels. Ces suppressions d'emplois non justifiées altéreront bien évidemment la qualité des soins.

La loi HPST, votée le 19 mars 2009, commence à se faire sentir. Les associations comme Act-Up Paris sont inquiètes : les mouvements de restructuration qui agitent les services VIH partout en France ne semblent pas être organisés et inquiètent par leur absence totale de clarté. Les malades, les médecins, les associations ne sont pas concertés, tout se joue « au-dessus » et dans une relative urgence. Act-Up craint que la qualité des soins et les acquis obtenus ne soient balayés sous prétexte de restrictions budgétaires. Le risque c'est aussi le démantèlement d'équipes médicales et paramédicales qui fonctionnent.

« Instits : feignants » !

Les événements de Vitry-sur-Seine ont bien arrangé la presse qui n'aborde le sujet de la colère des enseignants que sous l'angle sécuritaire, alors que le mouvement de grève qui s'étend dans les banlieues populaires de la région parisienne n'a pour cause que le simple ras-le-bol général des enseignants sur leurs conditions de travail – évidemment d'autant aggravées par la montée des tensions sociales dans les quartiers les plus défavorisés. Dans ce secteur encore, les revendications portent sur le refus des suppressions de postes (et une inversion de cette tendance face à la hausse démographique qui touche aujourd'hui les collèges), sur le refus de la casse du statut, de la réforme de la formation des maîtres (stagiaires à plein temps dans le premier et le second degré), de la disparition progressive des TZR et d'un système de remplacements qui veut faire feu de tout bois : contractuels, recalés au concours… Les attaques répétées menées par le gouvernement contre le service public d'éducation et le service public en général, à un rythme effréné, sont d'une violence sans précédent (évaluations en primaire, socle commun, abolition de la carte scolaire, réforme Chatel, décret sur la mobilité du fonctionnaire, etc.).

Pour conclure, la CGT annonce une journée de grèves et de manifestations le 23 mars ! Mais, ce n'est pas une journée de grève et une énième manif République-Nation qui fera reculer le gouvernement. Ce dernier a bien prévenu que « l'expression des gens dans la rue » ne comptait pas et qu'il s'en tape. Non, il faut un retour à nos vraies valeurs : la grève générale, seule alternative valable pour casser la « tronçonneuse » et arrêter le massacre social !

Patrick Schindler
Groupe claaaaaash

Brèves de combat

Qui aime bien châtie bien !

Sarkozy s'est voulu aimable avec les fonctionnaires et leur a conseillé « d'être fiers d'être fonctionnaires. On ne parle pas bien de vous. On ne respecte pas assez vos compétences. On ignore les difficultés qui sont les vôtres ». C'est pour ça qu'il veut supprimer 33 754 postes en 2010 dont 16 000 dans l'Éducation nationale : comme ça, ils souffriront moins de leur mauvaise image ! (Voir l'article de Patrick Schindler, p. 7.)

Répression toujours

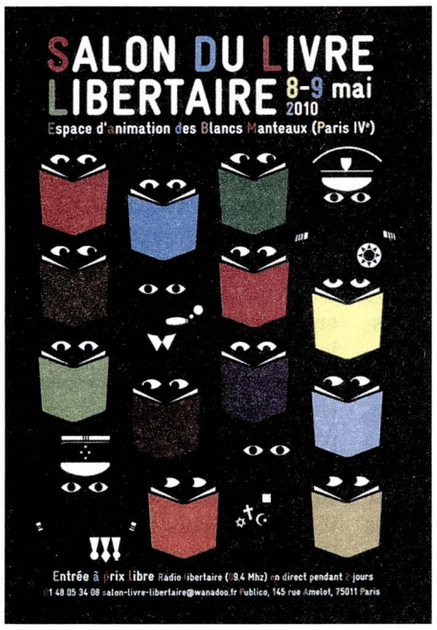
Le 15 février dernier à 6 heures du matin, sept personnes ont été placées en garde à vue et leurs domiciles perquisitionnés à Paris dans le cadre d'une enquête sur l'agitation autour du procès de la révolte du centre de rétention de Vincennes et contre la machine à expulser… Tarnac le retour ?

Flash-ball

Un policier a été mis en examen à Nantes pour « violence volontaire avec arme par personne dépositaire de l'autorité publique » dans le cadre de l'enquête ouverte après la blessure d'un lycéen par un tir de flash-ball lors d'une manifestation contre la loi Pécresse en 2007. Le jeune lycéen de 16 ans avait quasiment perdu l'usage d'un œil. On se doute du verdict !

Un goût de déjà vu…

La droite radicale et xénophobe pourrait bien accéder au pouvoir aux Pays-Bas après les élections législatives du 9 juin 2010. Les principaux partis politiques néerlandais doivent désormais déterminer s'ils accepteront ou non de gouverner avec le Parti de la liberté (PVV) du député Geert Wilders, principale formation bénéficiaire de la crise ouverte par la chute du gouvernement de Jan Peter Balkenende. Bientôt le bruit des bottes à Amsterdam ?



Fachos (bis)

Catholique pratiquant, Axel de Boer conduit la Liste chrétienne Ile-de-France pour les élections régionales. Un dessin d'enfant rehaussé d'un soleil barré d'une croix chrétienne illustre l'affiche de campagne. Au programme, la doctrine sociale de l'Église et le « respect de la vie ». La liste revendique le soutien de l'association Amen, acronyme pour Arrêtons le massacre des enfants à naître. Élections, piège à cons…

Ça y est, c'est fait !

La Poste française change de statut et devient une société anonyme à capitaux publics. Triste épilogue de nombreux mois de débats politiques et de contestation sociale qui ouvre la voie à la privatisation et à la précarité.

Roms toujours

Un numéro hors-série du journal indépendant *Bla-bla* retrace en détail comment des Roms ont été arrêtés en avril 2009 suite à des dénonciations d'un président d'association culturelle franco-roumaine proche des autorités ; comment l'affaire a été exploitée pour semer la peur chez les autres Roms, pour légitimer les discours discriminants sur des personnes qui vivraient « d'escroquerie permanente » et pour justifier la répression institutionnelle mise en œuvre pour les faire partir de la ville et vider les squats ; comment Dijon a été la seule ville en France où des ressortissants roumains se sont retrouvés des mois en prison pour avoir touché en toute légalité des aides de la CAF et de la CPAM.

Choquée, ou pas choquée ?

Au sujet de la candidate NPA qui se présente voilée aux prochaines élections, le PC a réagi par la voix de Marie-Georges Buffet qui s'est déclarée « choquée ». Ah ! Quand même ! En revanche, la Boutin, on s'en serait douté a assuré qu'elle n'était « pas choquée » par cette candidature. « Je ne suis pas spécialiste de la religion musulmane, mais je ne suis pas certaine que ce soit un signe religieux » ! Et mon luc, c'est du poulet ?

PAVÉ D'ANAR avec SABIA et MAZOCH — KROKAGA

Encore un effort...

Vous êtes (presque) des anarchistes

Alors comme ça, quand on fait l'effort de ne pas se rendre aux urnes malgré le poids des préjugés « citoyennistes », quand on ne se résout pas à participer au renouvellement d'un système inique, quand on ne veut pas perdre sa voix en l'abandonnant à un autre, on serait mis au ban de la société ?

« Anarchistes ! », criez-vous. Certes, merci. Vous l'êtes pourtant presque tout autant...

Prenons n'importe quel scrutin ; par exemple – au hasard –, les élections régionales.

Combien avons-nous de listes en présence ? Mettons une dizaine chez nous [1]. Le « votard » que vous êtes (puisque ce texte s'adresse à ceux-là) en rejettera neuf, quand nous autres, anarchistes, rejetterons la totalité, soit les dix. Eh bien, vous voyez, nous partageons déjà tant : 90 % d'options communes, très exactement !

Comparons maintenant votre choix avec celui d'un autre honnête citoyen, qui n'aurait pas abdiqué pour le même camp : vous tombez à seulement 80 % d'intérêts partagés !

Ce qui est intéressant à constater, c'est que, quel que soit le nombre de factions en compétition, ces chiffres tendent invariablement à vous rapprocher de la graine d'anar. Ou bien les listes de candidats sont démultipliées, vous poussant ainsi vers une symbiose quasi parfaite avec nos positions abstentionnistes – ladite « perfection » étant atteinte lorsque le nombre de candidats égale celui des inscrits. Ou bien le choix se réduisant jusqu'au manichéisme, vous vous retrouvez à n'avoir plus rien (c'est-à-dire zéro, nada, que dalle) à partager avec l'honnête citoyen optant pour la position inverse – ce qui est à comparer avec les 50 % d'attraction commune avec les libertaires.

Étonnant, non ? Multiplier les alternatives, l'anarchie est proche ! Au contraire, ne laissez plus de choix, l'anarchie s'impose comme une évidence ! Pour démocratiques qu'ils voudraient être, le consensus est trahi par le processus !

Bref, vous êtes bien plus près, quoi que vous fassiez, de l'*homo anarchis* que de l'*homo avilis* : sur la bonne pente de la révolution ! Les quelques gênes que vous intériorisez encore courent à leur extinction, mais cela ne doit pas vous affoler : tout comme d'appendice, on se passe très bien d'une morale bourgeoise ou d'un État !

Oh, bien sûr, ce raisonnement a quelques lacunes... Mais pour peu que l'on regarde autour de soi les résultats éclairants du capitalisme, et que l'on ait en tête l'histoire des communismes et du fascisme, l'envie de renouveler les institutions d'un État construit historiquement autour de l'idée écœurante d'une identité nationale (l'actualité vous l'aura rappelé), cette envie-là ne devrait pas vous travailler outre mesure.

Aussi ne vous y trompez pas : « contr'un [2] » système, voter ne se résume qu'à choisir une partition, un bout d'une solution qui doit être complète, c'est-à-dire émanant de la volonté de tous, soit encore de chacun.

Reste le plus dur, donc : construire l'anarchisme. Mais puisque vous en êtes déjà...

Fabrice

Drapeau noir Périgord – Fédération anarchiste

Contact : groupe-dnp@federation-anarchiste.org

Site : http://dnp.lautre.net

1. En fait, onze exactement en Aquitaine.

2. Du nom du journal du Drapeau noir Périgord, qui est aussi – et surtout – l'autre nom du *Discours de la servitude volontaire* de La Boëtie.

À la petite semaine

Le prestige de l'uniforme

Ah ! le prestige de l'uniforme ! Dans un monde en déliquescence, où les « vraies valeurs » s'effondrent une à une, s'il est une heureuse tradition qui perdure, c'est bien celle-là ! Qu'on en juge par le nombre de prostituées qui, régulièrement, voyant passer une voiture de police, demandent à monter à bord à la simple vue d'un de ces séduisants Casanova de commissariat en patrouille.

La violence du coup de foudre est parfois telle que le passage à l'acte ne peut attendre. Et c'est alors dans le fourgon même, ce nid d'amour, et dans la solitude nocturne et romantique d'un terrain vague ou d'une zone industrielle que les amants s'étreignent avec fougue. Qui n'a jamais connu la folle passion amoureuse ne peut comprendre cela...

L'irrésistible attirance exercée sur la péripatéticienne par le costume viril des gardiens de la paix l'empêche même parfois – ô aveuglement de l'amour ! – de distinguer le Roméo policier qui le premier enflamma ses sens. Elle s'offre alors à ses collègues présents, à tour de rôle. Qu'ils soient trois, quatre ou plus, qu'importe ! Quand on aime, on ne compte pas ! Nulle jalousie ne vient d'ailleurs ternir ces rapports, car partage et fraternité ne furent jamais de vains mots chez les fonctionnaires de police.

À Nice, le 2 mars, trois d'entre eux, après bien d'autres par le passé, ont été mis en examen pour viol aggravé sur une jeune femme, prostituée occasionnelle, qui était, selon eux, « consentante ». Le prestige de l'uniforme, vous dis-je !

Floréal

Abolition du capitalisme

« Le mal est dans ce qu'il peut y avoir de la plus-value. »
Kropotkine

Le court terme est nécessaire pour vivre, sans pour autant tomber dans le réformisme et tout en rappelant le but final et l'analyse de fond.

L'économie n'est pas une science mais une technique. On peut se perdre dans les multiples formes du capitalisme, dans des analyses conjoncturelles et partielles, et oublier l'analyse structurelle, critique de fond et globale.

Ainsi, on se perd dans l'analyse conjoncturelle des multiples formes du capitalisme financier dont la spéculation entraîne une perte du lien entre capital financier et capital productif. Le capital financier enfle pour un profit maximum à court terme, ruinant le capital productif. C'est la bulle financière qui éclate. C'est la crise conjoncturelle.

Cependant les formes du capital sont complémentaires et antagonistes à la fois dans leur intérêt propre. Le capital financier investit dans le capital productif qui produit des objets ou des services que le capital commercial vend. Mais chaque capital veut le maximum de profit au détriment de l'autre. Situation paradoxale où l'un a besoin de l'autre et le ruine.

Mais sur le fond, il n'y a pas à choisir entre une forme ou une autre. Le capitalisme est le même système quelle que soit sa forme, libéral ou social démocrate ; productif, commercial ou financier ; privé, étatique ou autogéré « dans une banque du peuple ».

C'est l'existence même de plus-value qui est à l'origine de la crise. Du fait du profit, le prix de vente est supérieur aux salaires qui ne peuvent plus acheter toute la production, d'où surproduction, chômage et crise. Toute la production ne pouvant être vendue du fait du profit, le profit baisse, conséquence et non cause de la crise comme le prétend Marx. Paradoxe pervers de la plus-value, la pénurie s'instaure en phase de surproduction, le profit tue le profit et la concurrence tue la concurrence où le gros mange le petit en augmentant la productivité qui accroît le chômage et en baissant les salaires, ce qui baisse la consommation, pour conquérir les marchés. Reste que sur le fond, c'est la question de la plus-value qui s'oppose à la distribution des richesses.

Pour sortir de la crise, le capital ne peut fonctionner qu'en expansion à l'infini avec ses dégâts sur l'environnement. Le capital financier doit investir dans un nouveau marché, marchandise réelle ou virtuelle, créateur d'emploi. La plus-value se transforme en valeur ajoutée salaire, ce qui relance l'économie, quitte à produire inutile voire nuisible. Mais c'est pour plus de plus-value, nouvelle crise, nouveau marché, et ce sans fin.

Le seul but du capital est le capital lui-même s'accroissant sans cesse par la plus-value. Les activités sont perverties, conçues pour le profit et non pour répondre aux besoins.

La plus-value est un phénomène pervers. C'est un vol du travail de l'autre légalisé par les lois bourgeoises. L'avidité narcissique en veut toujours plus en exploitant l'autre qui serait manipulable et sans existence propre reconnue, non sans cruauté sadique de créer la misère. Ceux qui meurent de faim sont les sacrifices humains d'une société barbare sur l'autel du capital.

Autre paradoxe pervers de la crise, le désir imaginaire est sollicité pour consommer toujours plus tandis que le besoin réel, essentiel, n'est pas satisfait faute de moyens financiers. Cela renvoie au stade originaire de la psyché où il y a dissociation entre imaginaire et réel, entre psyché et corps, source de haine psychotique. On peut noter que l'État et la religion, par leur transcendance et leur idée de l'être coupée du moi réel, maintiennent cette dualité entre l'esprit et le corps dans une perte d'unité de la personne.

À cela s'ajoute la critique de l'argent, pure abstraction coupée du réel, symbole schizophrénique, qui ne fonde aucune identité. Mais cela demanderait un autre développement et une analyse particulière.

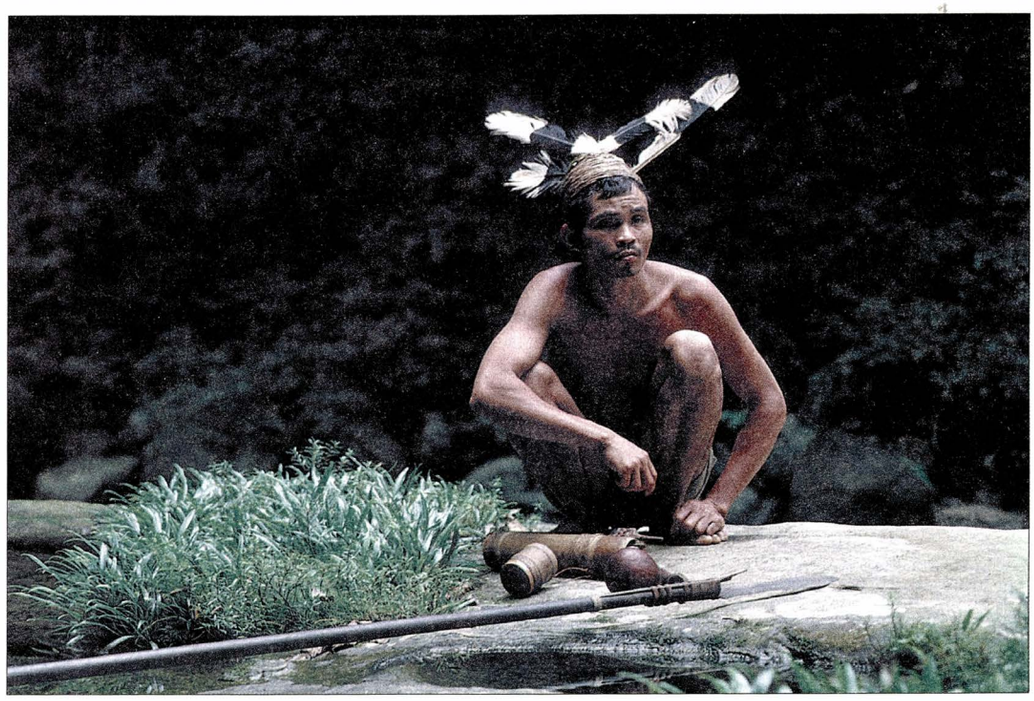
L'idéologie capitaliste ne conçoit la société que comme un marché, l'échange comme un rapport marchand, et l'existence comme statut de marchandise avec son prix comme pseudo-individuation. Il détruit l'entraide, où l'individu et le social sont complémentaires, et la trame socioculturelle qui participe au sentiment d'identité dans l'évolution des processus psychiques chez l'être humain.

La crise vient révéler cette rupture entre imaginaire et réel avec sa haine psychotique et cette perte d'identité qui fondent le fascisme et son délire « d'identité pure » qui, dans la forme paranoïaque de l'État et de la religion, impose un ordre social uniformisé et totalitaire au service du capital en crise dans une haine de l'autre qu'il faut exterminer.

Du fait de la plus-value et de l'argent, le capitalisme ne représente pas l'économie réelle. Il faut redéfinir l'économie pour répondre aux besoins réels des gens par le partage du travail et des richesses. C'est le socialisme libertaire de l'autogestion par les travailleurs et les usagers des moyens de production et de distribution, par le travail libre seul ou associé, dans le cadre politique de la commune libre, autonome et fédérée, fondée sur la démocratie directe à la base.

Jean Monjot
Individuel Fédération anarchiste, Paris

Le mythe de la finitude terrestre



Philippe Pelletier

Au fur et à mesure que peuples et individus prirent connaissance de la finitude terrestre, de la variété des civilisations mais aussi de la communauté de l'humanité – cette prise de conscience-là étant l'un des meilleurs fruits des Lumières, et non pas l'une de ses erreurs ou apories –, ils réclament ensemble un meilleur sort, exigeant tout simplement l'égalité et la justice.

Très tôt, les élites s'efforcent y faire face. Outre l'emploi de la force, ils cherchent la parade idéologique. Le contre-argument religieux (Dieu l'a voulu, le paradis n'est pas sur Terre, patientez, travaillez, suez…) ayant fait long feu, même si d'insistantes flammèches perdurent, il leur faut un argument plus solide, moins mystique, plus scientifique, pour que les riches gardent leurs richesses et refusent de les rendre à ceux qui les produisent.

La riposte malthusienne

Thomas Malthus est l'un des premiers à trouver la riposte. Il postule que la croissance démographique va plus vite que la croissance des ressources vivrières. Il stigmatise les pauvres qui font trop d'enfants, les « prolétaires » au sens littéral du terme, ceux qui n'ont de richesse que leur « progéniture » pour leur apporter des ressources, et condamne les lois susceptibles de les aider.

Mais dans la première édition (1798) de son *Principe de population*, Malthus s'attaque également, dans son titre même, à deux personnages contemporains : Condorcet et Godwin. Tous les deux sont en effet des représentants du nouveau courant d'idées issu à la fois des Lumières et de la Révolution française. Le premier, Condorcet, est visé pour sa croyance dans le progrès fondé sur la rationalité, la science et la technologie. Le second, Godwin, qui partage également cette perspective progressiste, est attaqué parce que, précurseur de l'anarchisme, il réclame une justice sociale débarrassée de son principal obstacle, le gouvernement de l'homme par l'homme. C'en est trop pour Malthus, révérend pasteur et fidèle soutien du parti conservateur Whig, dont il est député.

Les dirigeants bourgeois et capitalistes comprennent aussitôt la portée idéologique de l'analyse malthusienne qui leur permet de combattre le socialisme naissant : point de partage des richesses pour tous puisque, prétendent-ils, il n'y en a pas assez pour tous ! La main sur le cœur, ils jurent que ce n'est pas un quelconque égoïsme de classe qui les guide

mais un raisonnement scientifique, inéluctable.

La réplique socialiste et anarchiste

Non moins rapidement, les premiers théoriciens du socialisme réagissent à l'escroquerie malthusienne, presque tous, de Godwin à Kropotkine en passant par Proudhon, Leroux, Marx, Engels ou Reclus.

Après avoir échangé courtoisement avec Malthus, Godwin lui réplique ensuite virulemment. Dans un ouvrage quelque peu oublié, *De la population* (1820), il développe quatre séries d'arguments : la théorie de Malthus a varié dans ses différentes éditions ; le monde n'est pas plein ; les ratios malthusiens démographie/subsistance sont contestables ; et les calculs démographiques de Malthus négligent plusieurs paramètres (la mortalité par exemple).

Dès 1848, Proudhon reprend ironiquement la fameuse allégorie de Malthus sur « le grand banquet de la nature » : « Il y a trop de monde au monde : voilà le premier article de foi de tous ceux qui, en ce moment, au nom du peuple, règnent et gouvernent. [...] Ce sont deux millions, quatre millions d'hommes qui périront de misère et de faim, si l'on ne trouve pas le moyen de les faire travailler. C'est un grand malheur assurément, vous disent les malthusiens, mais qu'y faire ? Il vaut mieux que quatre millions d'hommes périssent que de compromettre le privilège : ce n'est pas la faute du capital, si le travail chôme : au banquet du crédit, il n'y a pas de place pour tout le monde » (*Les Malthusiens*, 11 août 1848).

Pour Élisée Reclus, « cette loi prétendue d'après laquelle les hommes doivent s'entremanger n'est pas justifiée par l'observation. C'est au nom de la science que nous pouvons dire au savant Malthus qu'il s'est trompé. Notre travail de tous les jours multiplie les pains et tous seront rassasiés » (lettre à Richard Heath, 1884).

Pour Kropotkine, « nous savons enfin que contrairement à la théorie du pontife de la science bourgeoise – Malthus –, l'homme accroît sa force de production bien plus rapidement qu'il ne se multiplie lui-même » (*La Conquête du pain*, chapitre « L'aisance pour tous », 1890).

Le « néomalthusianisme », expression à l'intitulé malheureux car source de confusion, apparaît à la fin du XIXe siècle, en partie dans certains courants anarchistes, avec Paul Robin, mais il ne doit pas être confondu avec la théorie de Malthus proprement dite car il est axé sur le contrôle des naissances et la liberté que celui-ci représente.

De Malthus au social-darwinisme

La théorie de Malthus obtient beaucoup d'impact. Elle inspire Darwin en personne, et même Alfred Wallace qui doit batailler avec ses propres convictions socialisantes. La fameuse formule darwinienne de « la survie des plus forts » est reprise de Malthus selon Darwin lui-même, bientôt dépassé par sa théorie. Elle débouche sur le social-darwinisme, élaboré par Herbert Spencer pour qui l'inégalité des conditions sociales ne sont que les conséquences des inégalités naturelles.

Le social-darwinisme est repris et popularisé par Ernst Haeckel, le fondateur de l'écologie, et par la cohorte de ses disciples sous des déclinaisons variables. Car la finitude malthusienne est aussi interprétée comme une réaction envers la modernité et ses aspects industriels ou technologiques. Le mouvement romantique – hostile rappelons-le aux idéaux prônés par la Révolution française – cultive une nostalgie naturaliste passéiste. Cette réaction est reformulée par ce courant que je qualifie de « naturalisme intégriste » qui, *via* quelques figures (Arndt, Riehl, Klages, Smuts, Clements, Ostwald, Lotka, Pearl, Rachel Carson, Robert Hainard, Ehrlich, Georgescu-Roegen, etc.), mène à l'écologisme contemporain.

Malgré certaines apparences contraires, le courant capitaliste bourgeois converge de nos jours avec le courant naturaliste intégriste malthusien, notamment sur la question de la finitude, thème récurrent. Qui n'a jamais entendu dire que la planète est finie, que ses ressources sont limitées, que les équilibres naturels sont rompus, que l'on est trop nombreux, que l'on court à la catastrophe ?

Mais il règne à ce propos une extrême confusion intellectuelle et politique, au sens propre du terme : on mélange tout.

Les ressources et les richesses

Il convient d'abord de bien distinguer les ressources renouvelables et celles qui ne le sont pas. Et, dans les deux cas, de prendre en compte les échelles d'espace et de temps. On constate alors qu'à un moment donné et pour un espace donné, la situation objective et subjective des ressources n'est pas la même que celle d'avant ou d'après. Qu'importait un sous-sol riche en uranium aux pays et aux populations du XIXe siècle, qui n'en avaient d'ailleurs aucune idée ? Qu'importaient des gisements de pétrole au XVIIIe siècle ? Que va-t-il nous importer au XXIe siècle que nous ne connaissons pas encore ? Faut-il en avoir intrinsèquement peur ?

Les ressources non renouvelables sont par définition en quantité limitée (minerais, hydrocarbures, etc.). Ne perdons pas de vue qu'États et firmes transnationales ont tout intérêt à garder secrètes, au moins le plus longtemps possibles, certaines informations à ce sujet ou, tout simplement, à pratiquer la désinformation quand cela les arrange. Pour manipuler les cours en bourse par exemple.

Les ressources renouvelables sont par définition en quantité illimitée parce qu'elles sont précisément renouvelables : eau, certaines énergies, sols non épuisés, etc. N'en déplaisent aux élucubrations d'un Georgescu-Roegen qui tente d'appliquer à l'humanité un schéma mathématique et physique d'entropie dénué de sens malgré son jargon pseudo-scientifique. Encore un théoricien qui tente de mettre le monde en équation, comme le Talmud, la Bible ou le Coran essayaient de tout convertir en dieu unique.

Prenons l'exemple de l'eau, essentielle. D'après les données fiables dont on dispose, la quantité de précipitations sur la Terre est globalement la même depuis un siècle. Cet élément est d'ailleurs oublié par la théorie du « réchauffement global » (mal emmanchée cet hiver, soit dit en passant, à New York, Paris, Stockholm ou Pékin) qui postule le contraire. La hausse des températures entraîne en effet une plus grande évaporation et donc une plus grande possibilité de précipitations.

En revanche, la répartition des pluies est soumise à des fluctuations d'une période à l'autre, mais encore difficiles à expliquer. Cette variabilité est d'ailleurs l'une des raisons qui explique le recul de certains glaciers dont la dynamique n'obéit pas seulement à la température atmosphérique mais aussi (et surtout, selon certains spécialistes) à l'apport en précipitations (neigeuses, transformées en glace).

Seule une petite partie de ces précipitations est captée par l'humanité. Tout le reste s'écoule et, par le biais des océans notamment où il parvient, reconstitue par évaporation les précipitations futures. Il existe donc d'énormes réserves en eau potentielles pour l'humanité. Mais sur la petite partie que celle-ci récupère, il existe en revanche une formidable inégalité socio-spatiale dans le captage et la distribution. Quant aux aléas, ils ne sont pas toujours faciles à expliquer comme le montre l'exemple de la « sécheresse au Sahel ».

Non, la Palestine n'est pas dépourvue d'eau : les Palestiniens oui, qui en sont privés par le contrôle israélien des sources du Jourdain (le fameux plateau du Golan et ses montagnes) jusqu'aux nappes aquifères des collines de Judée. Non, l'assèchement de la mer d'Aral n'est pas une catastrophe naturelle, mais une conséquence écologique d'une politique humaine, économique, stalinienne et néostalinienne, qui consiste à détourner les eaux des fleuves Daria pour irriguer les champs de monoculture du coton. Le jour où le marché ne voudra plus du coton kazakh ou turkmène, l'Aral retrouvera peut-être ses eaux...

La Terre ne manque pas de ressources

Trop d'humains sur Terre, pas assez de ressources vivrières ? Malthus s'est lamentablement planté sur ce point, et à plusieurs niveaux. Il a nié la possibilité d'un accroissement phénoménal des ressources vivrières, grâce aux progrès non seulement agronomiques mais aussi technologiques et sociaux, un paysan pouvant de nos jours nourrir bien plus de personnes qu'à son époque. De la même façon que les faiseurs de la prétendue « empreinte écologique » oublient dans leurs calculs la réalité des échanges de biomasse par

la nourriture, et donc la mutuallisation des transformations écologiques, il a raisonné par pays, révélant bien sa conception étatiste du monde. Il a négligé les faits migratoires. Il s'est même trompé dans ses calculs (comme Godwin le lui a d'ailleurs reproché à propos de la croissance démographique des États-Unis).

De nouveaux prophètes, comme le biologiste américain Paul Ehrlich avec son ouvrage intitulé *La Bombe P* (1968), ont tenté de nous effrayer avec une imagerie nous renvoyant à l'holocauste d'Hiroshima. Mais de nos jours, la transition démographique est réalisée presque partout, sauf dans les pays les plus misérables, arriérés par la religion, le patriarcat et la tyrannie. La croissance démographique se poursuit naturellement sur sa lancée, mais à un rythme bien moindre que dans les années 1950. Quant à la surpopulation ou aux « surdensités », doit-on mettre sur le même plan des espaces densément peuplés comme Monaco, Singapour, le Bengladesh ou le Rwanda ?

Y a-t-il un manque de terre pour nourrir les sept milliards d'humains qui se profilent pour bientôt ? S'il faut remettre en culture les milliers d'hectares que la logique du marché a mis en friches dans les pays industrialisés, et, au cas où cela ne suffit pas, s'il faut défricher la vaste taïga sibérienne — surtout si elle est réchauffée par le « global warming » — ou s'il faut cultiver une partie de la forêt amazonienne ou congolaise, s'il faut le faire pour empêcher des hommes et des femmes de mourir, pourquoi pas ? Sinon, au nom de quoi ?

En outre, défricher et mettre en culture ne signifie pas intrinsèquement polluer. Il existe assez de techniques pour conserver les sols et protéger la logique des écosystèmes. Les savanes d'Afrique ou d'Australie, les plaines herbeuses d'Amérique ou de Russie, les steppes d'Asie centrale résultent d'un défrichement mal géré, voire d'une surcharge agro-pastorale, depuis le Néolithique. Pourquoi le XXIe siècle ne ferait-il pas mieux, avec plus de rigueur et de conscience ? En rompant avec les *latifundias* archaïques ou les *bonanzas* quasi industrielles ? En reposant la question de la propriété du sol, cette vieille problématique socialiste déjà formulée par un Godwin vilipendé par un Malthus sur ce plan également ?

La logique du capitalisme n'est pas de satisfaire les besoins, ni de produire pour produire : elle est de vendre et de faire du profit. Il crée de la rareté, si nécessaire. Il spécule. Tandis qu'une partie de l'humanité souffre de malnutrition, les greniers et les stocks d'une autre sont pleins.

L'angoisse engendrée par le mythe de la finitude – un mythe dans le sens sorélien du terme, c'est-à-dire un imaginaire mobilisateur – offre un coup triple pour la bourgeoisie, pour les écologistes et pour la bourgeoisie écologiste. Pour la première, elle permet de refuser encore et toujours l'idée d'un accès même des pauvres au banquet des riches. Pour la deuxième, digne représentante de la petite-bourgeoisie, elle conforte les partisans d'un catastrophisme que ceux-ci prétendent éclairés mais qui est définitivement obscurantiste. Pour la troisième, qui prend ses éléments chez les précédents, c'est l'outil idéal (avec le *global warming*) pour adapter l'entreprise capitaliste aux nouveaux défis écologiques de l'après-pétrole, peut-être de l'après-automobile, ou tout autre invention encore inconnue comme l'étaient l'avion à réaction, le gros-porteur, le supertanker ou la centrale nucléaire à l'époque de Malthus, de Proudhon ou de Marx. Pour cette avant-garde du capitalisme, les écologistes plus ou moins sincères représentent la nébuleuse des idiots utiles.

Chez tous, la question sociale est répudiée au nom d'un phénomène considéré comme naturel, que ce soit la loi du marché ou la finitude des ressources : rien de bien nouveau depuis les physiocrates et Malthus qui s'en inspirait !

P.P.

Triste bilan pour Obama

Normand Baillargeon

Baillargeon.normand@uqam.ca

Obama, un an après

Il y a un peu plus d'un an, le 20 janvier 2009, Barack Obama prêtait serment et devenait le 44e président des États-Unis.

L'Obamanie était alors à son comble et malheur à qui ne partageait pas l'enthousiasme général des « progressistes ».

Ce mois-là, j'avais écrit ceci, que plusieurs d'entre eux me reprochèrent vertement aussitôt : « Pour éviter de trop amères désillusions, je recommande de plonger un instant la tête dans les eaux glacées d'une minimale lucidité. Sans nier l'importance de cette base militante qui a travaillé très fort pour lui, il faut d'abord se rappeler qu'Obama occupe des fonctions que personne ne peut occuper sans avoir gagné à ce jeu de relations publiques largement coordonné et mis en scène par les institutions dominantes et obtenu leur assentiment. Par ailleurs, son gain, minimal (près de la moitié des votards – 46 % – ont choisi le tandem McCain-Palin), il le doit en partie au fait d'avoir su se présenter comme une sorte de tableau vierge sur lequel chacun a été invité à écrire ce qu'il voulait. À ces mots pouvant recouvrir à peu près tout ce qu'on voudra (par exemple : « espoir », « changement », « on le peut »), chacun a entendu ce qu'il voulait bien entendre. Des interprétations bien divergentes ont d'ailleurs déjà été données de ce que ces mots signifient en matière de relations internationales, d'économie, de justice sociale, de droits humains et de politiques environnementales, qui sont parmi les plus importants chantiers qui attendent Obama. Le moment des gestes est arrivé. C'est celui sur lequel on juge un politicien. »

Une popularité en déclin

On peut connaître ce que les Américains ont jugé au vu de ces sondages qui sont faits à chaque jour sur la popularité d'Obama depuis janvier 2009. Sa chute de popularité est vertigineuse et étonnamment rapide. 70 % approuvaient ses décisions en février 2009 : ce nombre est passé à présent à moins de 50 %. Le nombre d'insatisfaits de la présidence d'Obama a pendant ce temps fait lui aussi un bond spectaculaire, passant de 10 à près de 50 % des Américains.

Les raisons de cette insatisfaction tiennent en partie à ce dont Obama a hérité, en particulier une crise économique majeure et deux guerres impérialistes – mais il faut rappeler qu'il avait lui-même soutenu avec enthousiasme l'intervention militaire en Afghanistan.

Mais ce déclin de popularité tient aussi aux décisions prises par Obama et son administration dans les grands dossiers où il avait suscité un certain espoir.

Ses échecs ici sont ceux d'une administration faite sinon par les mêmes personnes, du moins le même genre de personnes que celles qui composaient l'administration Bush : des amis des institutions dominantes de la société américaine, en particulier du monde de la finance et des affaires. La chose n'était pas difficile à prévoir et ses effets, eux aussi aisément prévisibles, se sont bel et bien produits.

Politique étrangère : du pareil au même ou peu s'en faut.

En politique internationale, il a, comme le prédisait Condoleezza Rice, bien placée pour le savoir, continué les politiques poursuivies sous l'administration Bush II. Les deux guerres se poursuivent. La prison de Guantanamo n'est toujours pas fermée. Le génocide arménien n'est toujours pas reconnu.

Le réchauffement planétaire n'a pas pu être pris au sérieux comme il devait l'être.

La politique menée avec Israël reste la même – et la manière dont a été enterré aux Nations unies le rapport Goldstone sur les crimes de guerre à Gaza en 2008 et 2009 le rappelle éloquemment.

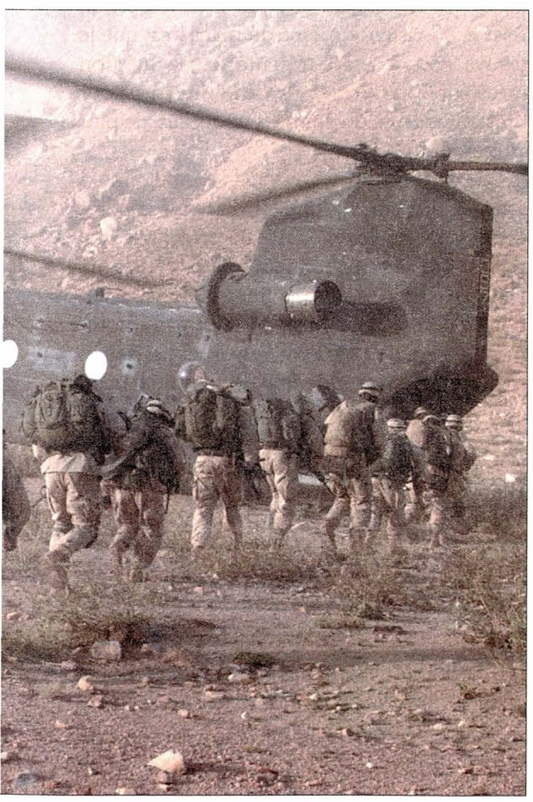
Le principe dominant qui guide un très grand nombre de ces politiques reste encore et toujours le maintien du contrôle sur le pétrole, cette « prodigieuse source de puissance stratégique » et « une des plus immenses richesses matérielles de toute l'histoire de l'humanité », comme le disaient déjà les planificateurs de la politique étrangère américaine au sortir de la Deuxième Guerre mondiale.

Mais on ne peut pas reprocher à Obama de ne pas tenir certaines promesses : il s'était par

exemple engagé à accroître les dépenses pour la haute technologie militaire aéronautique, et il a tenu parole ! En fait, les dépenses déjà pharaoniques du budget militaire sont à la hausse, pendant que le taux de chômage, selon les moyens de le calculer, oscille entre 10 et sans doute 20 % et que d'innombrables personnes ont perdu et perdent encore leur maison. Ce qui nous amène au deuxième sujet du bulletin d'Obama.

Politique intérieure : la même

Excluons la réforme des soins de santé dont nous reparlerons : deux catégories de promesses faites par Obama avaient retenu l'attention. La première, visait à assainir quelque peu les délirantes politiques fiscales et en particulier d'éliminer certaines échappatoires dont bénéficient les entreprises et les très hauts salariés, et de créer un organisme de surveillance des paradis fiscaux. La deuxième était d'exercer un certain contrôle sur les lobbyistes et les ex-élus exerçant des pressions sur les élus ; même s'ils n'étaient le plus souvent que cosmétiques, ces changements se font encore attendre.



Le chantier majeur d'Obama en politique intérieure était et reste celui de la santé. Le nombre d'Américains sans couverture médicale s'élève à près de 50 millions, ce qui donne le vertige, et les soins de santé coûtent des fortunes. Ils sont responsables d'océans de souffrances dont a du mal à se rendre pleinement compte quand on habite des pays où existent des soins de santé universels. Il faut d'ailleurs prendre bonne note du fait que les mêmes intérêts qui empêchent que ces soins universels existent aux États-Unis travaillent fort à démanteler ceux qui existent dans les autres pays. Au Canada, le fait est patent et le système public de santé est déjà sérieusement érodé.

Le pourtant très centriste magazine *Atlantic Monthly* a récemment décrit ce qui se déroule à Washington comme un « coup d'État silencieux » par lequel l'« élite de gens d'affaires [...] use de toute son influence pour empêcher qu'on fasse des réformes qui sont pourtant nécessaires ». L'Empire en est donc à peu près au même point, le sauveur annoncé s'en est tenu cette fois encore au programme des compagnies et des milieux d'affaires, et le complexe militaro-industriel est plus solide que jamais. Les élites ont tout fait pour cela, et elles travaillent remarquablement bien.

Des propagandistes déchaînés

Ces élites disposent pour parvenir à leurs fins des médias de masse qu'ils possèdent et contrôlent dans leur quasi-totalité et qui sont déchaînés depuis un an, notamment contre toute velléité de modifier, même modestement, le régime fiscal ou le *statu quo* en matière de santé. Les fameuses *Tea Parties*, démagogues, populistes et antifiscalistes, en sont la partie la plus visible : c'est là où les pauvres affirment avec ferveur qu'ils ont l'intention de continuer à voter pour les riches, que les exclus se félicitent de leur exclusion et où tous affirment avec enthousiasme qu'ils ne vont pas arrêter de sitôt de se forger les chaînes dans lesquelles ils se réjouissent par avance d'être enferrés.

Selon moi, on ne peut se faire une idée de cela qu'en allant un peu voir du côté d'un des plus efficaces organes de cette propagande : les émissions d'information diffusées sur la chaîne de télévision Fox. Allez sur You Tube et mettez dans le moteur de recherche, par exemple, Terry O'Reilly ou encore Glenn Beck. Dépaysement garanti. Obama est couramment décrit comme un socialiste, et même assimilé à Hitler ou à Staline. Vous aurez la certitude d'être sur une autre planète. La planète États-Unis, celle-là même où se trouvent le MIT, l'université de Princeton et mille autres lieux où fleurissent des intelligences parmi les plus remarquables du monde. C'est aussi celle sur laquelle, cette année, on a remis le Nobel de la paix à Obama, le souillant de sang une fois de plus.

Il y a un an, je pensais qu'Obama ne pourrait accomplir certaines des choses qu'attendaient de lui ses électeurs que si ces derniers et les groupes auxquels ils appartiennent parvenaient à exercer une pression assez forte pour contrecarrer celle de son entourage et des intérêts corporatistes qu'il représente. Convenons-en : ce ne fut pas le cas. J'avoue que j'aurais bien aimé avoir eu tort.

N. B.

Des femmes

Précis d'ethnologie

Le communisme primitif est cet état de l'humanité où n'existaient ni propriété, ni État, ni hiérarchie, ni domination d'une classe ou d'un groupe sur une autre classe ou un autre groupe, en particulier des hommes sur les femmes. Si cet état a existé, ce ne peut être qu'il y a très longtemps (au paléolithique, il y a au moins une vingtaine de milliers d'années) puisqu'on sait aujourd'hui que diverses formes de violence (dont la guerre) existaient dès le néolithique, 8 000 ans avant notre ère. Tous ceux qui attendent un bouleversement des conditions actuelles pensent celui-ci en terme de communisme, même s'ils rejettent ou abhorrent ce terme, car le communisme représente tout ce que n'est pas le monde d'aujourd'hui. L'étude de cette époque lointaine est donc pour eux une préoccupation importante ; elle passe par celle des sociétés qui existaient autrefois, avant l'État, les villes ou l'écriture.

À la fin du XIXe siècle, Engels écrivit un livre, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, qui rendait compte des progrès d'une science toute nouvelle, l'ethnologie, et montrait qu'elle était cohérente avec les conceptions que Marx et lui-même avaient élaborées. L'étude de divers peuples, quasiment ou tout à fait disparus à son époque, et leur assimilation aux peuples de la plus haute antiquité, lui permirent de traiter des institutions sociales d'un passé lointain et révolu. Le résultat fut remarquable… pour l'époque, car très rapidement une foule d'observations nouvelles vinrent remettre en question ces conceptions. Quelques auteurs notables – par exemple Lotie ou Lévi-Strauss – saisirent l'occasion de combattre l'idée, fondamentale pour les marxistes, que les sociétés évoluaient de manière orientée. Pour qui essaie de se repérer dans ce dédale, le chemin est ardu, car peu d'auteurs cherchent à rendre compte à un niveau global et de façon simple des faits et des interprétations. Christophe Darmangeat s'essaie dans cette voie ; intéressant, il l'est par la clarté de son écriture, fluide et ne manquant pas d'humour, mais aussi par sa structure, car il n'est pas nécessaire d'avoir une encyclopédie ou un ordinateur à portée de la main pour le lire avec beaucoup de plaisir. Un esprit curieux trouvera mille sujets d'étonnement dans ces lignes, car les mœurs, les organisations sociales, les idées d'un très grand nombre de peuples s'y donnent rendez-vous à tout moment ; qu'il s'agisse des formes de mariage, des formes de parenté, des différents types de famille, des rôles respectifs de l'homme et de la femme dans la société, on est sidéré de la capacité de l'homme à créer des institutions sociales d'une si grande variété.

Pour aborder cet ouvrage, on pourrait craindre que la lecture d'Engels soit un préalable obligé, dont Darmangeat ne proposerait qu'une simple « défense et illustration ». Fort heureusement, il n'en est rien ; on y trouve au contraire la critique, menée souvent sans ménagements et étayée par un grand nombre d'observations, de nombreuses affirmations de Morgan, et d'autres, qui avaient été reprises par Engels. L'auteur ne traite ni de la propriété, ni de l'État, même si un certain nombre de réflexions sur ces sujets émaillent son texte. Contrairement à ce que le titre laisse penser, le but de son ouvrage est surtout d'examiner la condition des femmes dans la société et de tenter d'y voir plus clair ; ainsi s'explique son sous-titre : *Aux origines de l'oppression des femmes*.

L'ouvrage comporte formellement deux parties : la première traite de la parenté et la seconde des femmes. Mais de fait, une autre structure se surajoute à celle-là, car le dernier chapitre porte sur les observations et les théories archéologiques, c'est-à-dire les témoignages matériels du passé. Or toutes les données des chapitres précédents provenaient de l'ethnologie, c'est-à-dire des observations – datant pour l'extrême majorité d'un siècle et demi tout au plus – des peuples dits primitifs. Leur assimilation à des peuples du néolithique ou même du paléolithique pose évidemment problème. Alain Testart, qui écrivit un livre remarquable sur le communisme primitif il y a vingt-cinq ans, y fut confronté et a traité de l'archéologie dans son ouvrage récent sur les morts d'accompagnement.

Le but du livre est de se confronter directement à des questions qui se posent à nous aujourd'hui et qui font débat, en particulier le rôle de l'homme et de la femme dans la société – la division sexuelle du travail – et l'existence éventuelle d'une époque où ceux-ci étaient inversés – le « matriarcat ». Avant d'aborder ces questions, il faut traiter des préliminaires qui sont le fondement de toute connaissance ethnologique, à savoir les différentes formes de parenté et de famille. Darmangeat s'évertue à rendre aisé et lisible ce thème généralement traité sur un mode très abscons. Il attaque ensuite un dogme solidement établi selon lequel il existerait une correspondance simple entre les formes de la famille et les formes de parenté ; puis il traite longuement de la division sexuelle du travail – conditionnant selon lui les rôles différents de l'homme et de la femme dans la vie sociale. Ce faisant, face aux conceptions courantes, il reprend nombre de critiques qui avaient été formulées il y a bien longtemps par Alain Testart. Mais un sujet hante le livre : celui du matriarcat, époque où la femme aurait dominé l'homme et antithèse du « patriarcat » d'hier et d'aujourd'hui ; d'une part, l'ouvrage clarifie les données en insistant sur la nécessité de distinguer entre matriarcat, matrilinéarité et matrilocalité, concepts très différents mais dont la fréquente confusion rend toute discussion stérile et sans intérêt ; d'autre part, il passe au crible les données et les théories des féministes et des antiféministes qui en rendent compte. Il en ressort un rejet de l'existence même du matriarcat que je trouve, pour ma part, trop nuancé ; la question me semble résolue et ne nécessite pas, pour l'instant et faute de données nouvelles, de plus amples débats.

Ce livre érudit et rafraîchissant donne à tous les moyens, qu'on soit d'accord avec ses thèses ou non, de réfléchir sans ériger des barrières qui empêcheraient cette réflexion. L'auteur essaie, non sans finesse, de faire son boulot de marxiste. Mais on n'est pas absolument obligé de croire qu'Engels, et pas seulement lui, ressorte indemne de son traitement.

Maurice Fhima

Christophe Darmangeat, *Le Communisme primitif n'est plus ce qu'il était. Aux origines de l'oppression des femmes*, Smolny.

Berlin

Vingt ans de Köpi

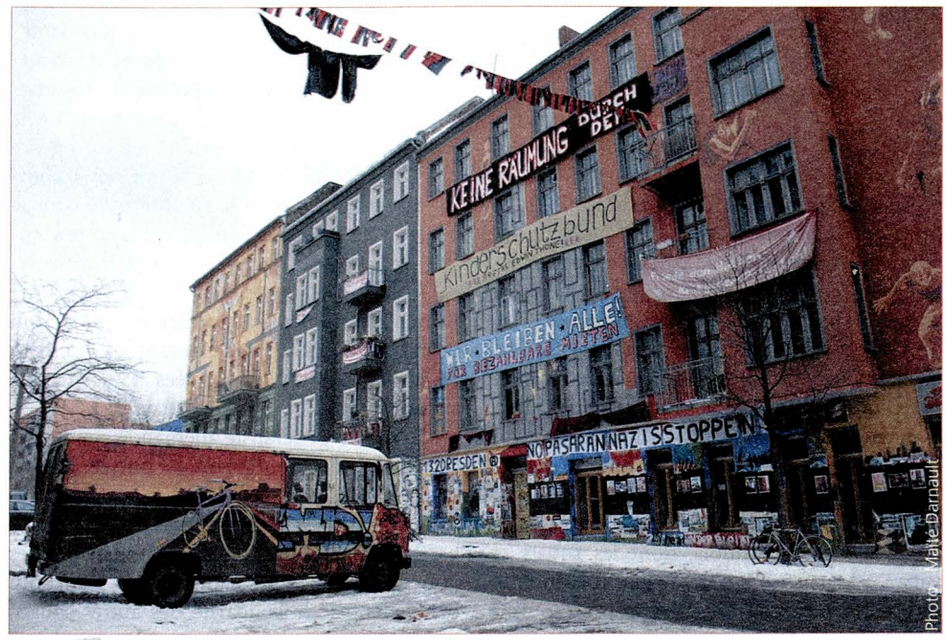


Photo : Maïté Darnault

Maïté Darnault

L'hiver est rude à l'Est. Deux mois que les trottoirs de Berlin sont recouverts de neige. À la limite des quartiers de Mitte et de Kreuzberg, celui du numéro 137 de la rue Köpenicker n'échappe pas à la glace. Un matelas abandonné, un collecteur artisanal de fripes, des banderoles grignotées par l'humidité : c'est l'entrée du mythique Köpi, l'un des squats les plus connus d'Europe encore en activité, après l'évacuation de l'Ungdomshuest de Copenhague en mars 2007.

Il est bientôt 20 heures. Quelques fenêtres éclairent la façade de briques couverte de graffs et de tags. Passée la lourde grille, il faut encore franchir les portes de fer qui mènent aux étages, pour atteindre l'AG qui a lieu ici chaque dimanche soir. « *Plenum !* », crie une fille de la cour, après avoir sifflé un coup long. Une fenêtre s'ouvre, un ballot tombe : des clés empaquetées dans un chiffon. Le plénum se déroule d'habitude au Kino, la salle de cinéma en sous-sol. Mais il y fait trop froid en ce moment. Autour d'une pile de crêpes et d'une casserole de thé, une dizaine de personnes attendent dans l'une des cuisines collectives, au deuxième étage du squat.

Avant de régler les questions courantes, c'est le moment pour les invités de soumettre leur requête : demandes d'hébergement temporaire ou d'utilisation des salles collectives dévolues aux « activités ». Car en parallèle du projet d'habitation, qui concerne aujourd'hui une quarantaine de personnes, le Köpi est aussi un véritable centre socioculturel autonome, qui draine une partie conséquente de la faune alternative locale et internationale.

Sur cinq étages et près de 1900 m², on y trouve entre autres l'une des plus anciennes salles d'escalade de la ville, un atelier d'impression d'art et de documents, plusieurs salles de concert (le Koma F pour le rock, le Keller pour la techno), un studio de musique, un bar qui sert de réfectoire les mercredis soirs de « *Vöku* » (de *Volxküche*, la « cuisine populaire »), la cantine végétarienne ouverte à tous sur don, que proposent la plupart des squats berlinois. Chacune de ces activités est gérée par un comité indépendant. Et pour l'anniversaire des vingt ans du Köpi, tous ont eu de quoi de faire.

Du mercredi 24 au dimanche 28 février, une quarantaine de groupes et de DJ's se sont produits – essentiellement des artistes de la scène punk, mais aussi un peu de hip-hop et d'électro, et une nuit techno le samedi soir. Le tout conclu par un brunch végétarien le dimanche. Les « *guests rooms* » de la partie habitée affichaient complet depuis des semaines. En février 2009, la soirée des « 19 ans » avait déjà attiré entre 2 000 et 3 000 personnes, venues des quatre coins du monde. Cette année encore, il y a eu du bruit, des odeurs et des couleurs pour fêter vingt ans à la marge, vingt ans de lutte pour préserver la créativité, la singularité et l'autonomie de ce lieu.

Le 23 février 1990, une poignée de squatters investissent ce qui fut au début du XXe siècle « l'établissement Fürstenhof », un complexe hôtelier dont le raffinement et la modernité attiraient la bourgeoisie germanique en villégiature à Berlin, alors capitale de l'Empire allemand. Au sous-sol et au rez-de-chaussée, les pensionnaires disposaient d'un bowling et d'une salle de sport, d'un petit théâtre et de salons dont les hauts plafonds moulés veillèrent dîners pompeux et saisons des bals. À l'étage, des chambres et des suites propices aux secrets d'alcôve.

À la fin des années 1980, il ne reste plus grand-chose du faste d'antan. Devenu propriété de la République démocratique alle-

mande après la Deuxième Guerre mondiale, administré par la WBM, la direction municipale du logement de Berlin-Mitte, le bâtiment, dont une partie a été convertie en immeuble d'habitation, doit être détruit. L'arrivée des squatters quelques mois après la chute du Mur change la donne : à la pagaille administrative qu'engendrent les velléités de réunification, s'ajoute l'impuissance de la police à contrôler les cohortes de migrants qui se forment de part et d'autre de l'ancien Rideau de fer.

Quand des milliers de Berlinois de l'Est veulent à tout prix franchir l'ancien « mur de protection antifasciste » pour rallier l'Ouest, d'autres Allemands, venus de tout l'ouest du pays, se ruent sur les espaces libres abandonnés qu'ils découvrent à l'Est, au-delà du « mur de la honte ». Ce sont les débuts du mouvement alternatif berlinois, dont les squats et autres « *house projects* » deviendront bientôt le symbole d'un autonomisme européen soumis à la coercition quotidienne des autorités. Au Köpi, à l'été 1991, la WBM finit par signer des précontrats individuels pour les occupants de la partie habitable, qui s'engagent de leur côté à entretenir les lieux. L'ancien jardin du Fürstenhof est progressivement envahi par des camions, qui forment aujourd'hui un village compact de roulottes autour du squat.

Le 1er mai 1993, la gestion du Köpi est transférée à un nouvel administrateur étatique, la GSE (Société de développement urbain), qui conclut des baux à vie avec les squatters. Un an plus tard, les lieux sont rachetés par Volquard Petersen, avec qui s'engage une féroce bataille judiciaire. Au mépris des contrats précédemment signés avec les habitants, le propriétaire privé veut récupérer les lieux pour y établir des bureaux et un parking souterrain. Il est plusieurs fois débouté par la justice. Et finit par faire faillite. Le bâtiment est saisi par sa banque, la Commerzbank, qui s'escrime à vouloir vendre le Köpi aux enchères durant la fin des années 1990.

Mais rien n'y fait, les ventes n'aboutissent pas, aucun acquéreur ne semble prêt à tolérer les habitants du squat. S'ils sont aidés d'un bon avocat, Moritz Heusinger, ancien squatter et porte-étendard des revendications alternatives, il leur faut aussi gérer l'entretien des locaux (de la réfection du toit à la maintenance du circuit d'eau potable et d'évacuation) ; ils se constituent en collectivité locative. Mais l'étau ne se desserre pas autour de la communauté. L'opinion publique est encore marquée par les événements qui ont accompagné l'évacuation de la rue Mainzer, dans le quartier de Friedrischain à Berlin, en novembre 1990, et par l'activisme de groupuscules telle la bande à Baader (les RAF, pour Rote Armee Fraktion, la Fraction armée rouge), qui prôna la guérilla urbaine durant les « années de plomb » (fin des années 1960-fin des années 1980).

La presse généraliste allemande soutient la campagne de dénigrement initiée par la banque, qui semble oublier que la validité des baux individuels a chaque fois été réaffirmée par la justice. Toutes les excuses sont bonnes pour décourager les habitants du Köpi, qui bénéficient de la solidarité des autres squats, lors d'événements festifs ou de manifestations. Encore récemment, dans la nuit du 12 au 13 janvier 2007, une perquisition a lieu au Köpi. Près de 80 policiers anti-émeutes ont été mobilisés. Motif : la présence d'une boîte de nuit illégale. Un concert était donné dans une des salles, et des bières servies au bar. Comme chaque semaine depuis plus de quinze ans…

Le 8 mai 2007, une énième vente aux enchères, tenue secrète pour éviter une nouvelle mobilisation des squatters, aboutit : pour 835 000 euros, Besnik Fichtner devient propriétaire des lieux, à l'origine mis à prix à 1,8 million d'euros. Le personnage est connu pour ses affaires douteuses. Il clame au journal *Berliner Zeitung* qu'il veut construire un complexe de luxe, avec pont d'amarrage pour yachts privés… Ce qui fait aujourd'hui encore rire les occupants du Köpi, le bâtiment n'étant pas exactement au bord de l'eau. Fin du feuilleton judiciaire en mars 2008 : un bail de 30 ans est enfin signé entre Besnik Fichtner et les habitants.

Depuis deux ans, la communauté a retrouvé un semblant de calme : « La crise a été notre chance, souligne Tobe *, la trentaine. En ce moment, vu le contexte, les autorités ne tentent rien contre nous. Ils ont d'autres chats à fouetter. » Car si les démêlés judiciaires autour du Köpi ont été initiés en 1994 par un propriétaire privé, la municipalité de Berlin n'en a pas moins été complice au fil des rebondissements de l'affaire. En jeu : la pression immobilière croissante sur des zones considérées, au lendemain de la chute du Mur, comme des *no man's land* sans valeur. Aujourd'hui, nombreux sont les spéculateurs à lorgner sur ces anciennes friches.

Photo : Marie Darnault

En refusant de céder la place, les squatters revendiquent non seulement la possibilité d'occuper un espace à prix réduit (le loyer individuel au Köpi ne dépasse pas plusieurs dizaines d'euros par mois), mais surtout de mener un mode de vie qui s'exempte des échanges marchands, en promouvant la libre-pensée et l'entraide. Si les motivations de chacun divergent au moment de rejoindre la communauté, tous s'accordent sur le rejet de la « *gentrification* », l'embourgeoisement d'arrondissements autrefois populaires et ouverts à la diversité sociale.

Dans le quartier de Friedrischain, où la résistance à cette tendance ne désarme pas depuis une dizaine d'années, le squat du 14 de la rue Liebig est le dernier avatar de cette lutte éreintante contre la pensée monolithique. Les occupants du Liebig 14 ont récemment organisé une « *soliparty* » de plusieurs jours, afin de récolter des fonds et de sensibiliser les habitants du coin au sort que veulent leur réserver les autorités. « Leur but n'est pas savoir si nous avons un bail valide ou pas, mais de maintenir une pression et une surveillance constante sur nous », explique Hannes *, qui vit au Köpi depuis sept ans. Vidéosurveillance installée dans le bâtiment d'en face de la rue Köpenicker, policiers en civil lors des fêtes : la méfiance est de mise, quand il arrive que certains habitants n'aient pas de papiers valables ou un casier judiciaire complètement vierge.

L'autre problème à gérer, c'est celui du tourisme. Certains squats, sur le modèle du Tacheles, qui se trouve dans le centre de Berlin, critiqué par beaucoup pour son parti-pris commercial, sont désormais recensés par des guides de voyage ou une carte fournie par la mairie, qui vante ainsi son « Berlin alternatif ». « Parfois, le matin, tu es en train de te brosser les dents, tu regardes par la fenêtre et tu te prends un flash dans la face, s'exclame Britta *. Les bus s'arrêtent devant la grille, certains touristes rentrent dans la cour, prennent trois photos et repartent comme des voleurs, sans même essayer de nous parler. »

Le Köpi a en effet à pâtir de sa célébrité : quand ce ne sont pas des armadas de badauds en quête de pittoresque, il arrive des visiteurs qui ne comprennent pas toujours pourquoi l'hébergement leur est refusé. Pour intégrer la maison, il faut s'impliquer dans son fonctionnement ; le Köpi n'a pas vocation à servir d'hôtel pour les errants de passage. C'est avant tout un projet d'habitat collectif. Où quelques milliers de fêtards se sont entassés la semaine dernière, pour célébrer quatre jours durant cette terre d'utopie. Pour l'occasion, le Kino, le cinéma des lieux, avait programmé une nuit spéciale avec trois versions différentes d'*Alice au pays des merveilles*. Il est encore permis de rêver.

M. D.

*. Les prénoms ont été changés.

Jew Süss

Cinéma

60e Berlinale

Heike Hurst

L'ours aime le miel

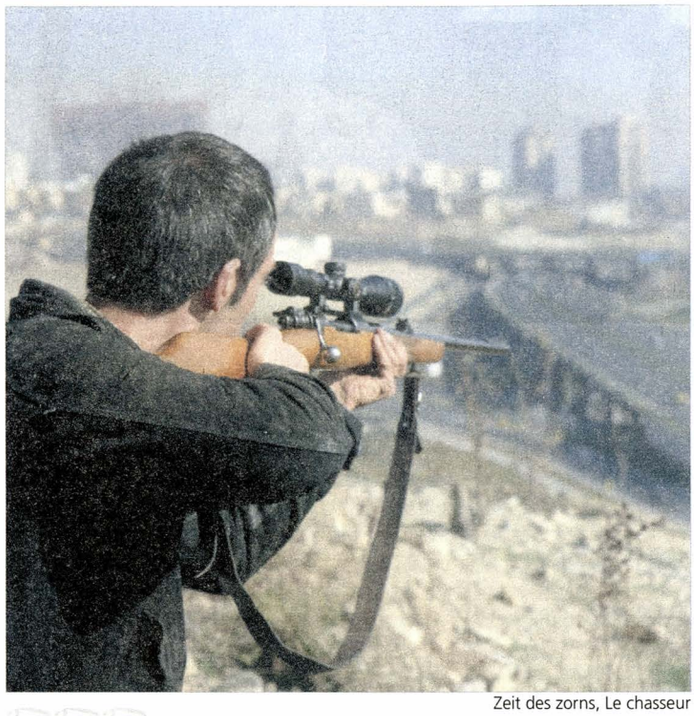
Les ours aiment le miel : l'ours de la 60e Berlinale ne fait pas exception : l'Ours d'or a donc été attribué au film *Bal* (Miel), dernier volet de la trilogie *Yumurta* (Œuf) et *Süt* (Lait) du cinéaste turc Semih Kaplanoglu, contes à rebours d'un cinéaste poète… *Bal* est l'histoire au quotidien d'un petit garçon qui découvre aux côtés de son père la splendeur de la forêt, d'une fleur, les émanations du vivant. Yusuf s'applique à ne pas abîmer ses chaussures parce qu'il n'en a qu'une paire. Ainsi regarde-t-il de la salle de classe les autres jouer au foot et écoute émerveillé une petite fille déchiffrer du Rimbaud. Le ton est donné. Quand le père de Yusuf part de plus en plus loin avec son mulet et des cordes chercher le miel dans les arbres de plus en plus haut, nous partageons l'inquiétude des siens. Il y a là la beauté et la simplicité des *Élégies* de Sokurov. Éloge d'une vie où il s'agit d'apprendre la sensualité des choses, à écouter le vent, le craquement des branches et la respiration des arbres. Et encore une fois, c'est un film sur le lait. Le verre de lait comme objet transitionnel : le fils ne veut pas boire son verre de lait. Le père le vide à sa place quand la mère ne regarde pas. Leur complicité est muette et efficace : quand Yusuf, très émotif, bégaie, le père le fait chuchoter et le fait parler près de l'oreille. Il est en confiance et son handicap s'évanouit. Et quand sa mère est prise dans son chagrin, elle ne remarquera même pas son acte d'héroïsme d'avoir vidé son verre de lait rien que pour elle.

Dans un festival, ces films nés de l'harmonie indicible d'êtres à l'humanité accomplie voisinent avec des films d'une tout autre facture : *Caterpillar* de Koji Wakamatsu, un film parfois insoutenable sur la guerre et les conséquences qui détruisent les femmes et les hommes. Un homme-tronc revient de la guerre : la moitié du visage brûlé et amputé de ses bras et de ses jambes. Nommé le « Dieu vivant », il est exhibé avec ses décorations et ses hauts faits de guerre. Sa femme (Shinobu Terajima, prix d'interprétation féminine), en revanche, est doublement punie : elle doit faire tout pour garder cette larve en vie, travailler dans les champs et assouvir son désir sexuel insatiable. Wakamatsu nous avait bouleversés avec *United Red Army* où il critique les dérives autoritaires des mouvements révolutionnaires étudiants. Homme averti de l'âme japonaise, producteur de *l'Empire des sens* d'Oshima, il défend la dignité de la femme dont il exalte la beauté et l'ardeur, il dénonce dans ce film implacable le désir de guerre jamais assouvi des dirigeants japonais, la soumission aveugle à l'empereur et la tendance actuelle à vouloir réarmer le Japon, en rappelant les millions de victimes de la dernière guerre. Son « héros » est un violeur de femmes et un soldat féroce, un tueur. Point d'égards pour lui : il sera hanté par ses méfaits et en mourra.

La chasse à l'homme

Dans sa sobriété et sa dureté, le film japonais de Wakamatsu est proche du film iranien *Shekarchi* (Le chasseur ou Le temps de la colère) de Rafi Pitts. Un film puissant sur l'ordinaire, le quotidien de la répression et des conséquences sur un homme comme tout le monde, aimant sa femme et son enfant, abattues dans la rue – par erreur – à Téhéran. On ne peut imaginer de film plus actuel et moins manichéen. Cet homme va devenir un *sniper*, un tueur de flicaille car il n'a plus rien à perdre. Mais il est clair que le réalisateur ne l'absout pas de sa responsabilité : « Ce n'est pas un homme bon, puisqu'il tue ! » Le film révèle les divergences à l'intérieur de l'armée et de la police. Les hommes ne savent pas ce qu'il faut faire, quelle attitude adopter. Une véritable lutte pour le pouvoir éclate entre de petits chefaillons. Les disputes des policiers lancés à sa poursuite alternent avec une discussion sérieuse sur la nécessité de laisser faire la justice. Rafi Pitts démontre des faits et espère qu'il pourra malgré tout retourner en Iran et

If I want to whistle, I whistle



Zeit des zorns, Le chasseur

montrer son film là-bas. Cependant, il est très curieux que ce jury ait préféré récompenser plusieurs fois des films de moindre importance politique qui n'étaient même pas supérieurs d'un point de vue cinématographique.

La dure condition de détention faite aux délinquants juvéniles domine dans le film roumain de Florin Serban, *Eu cand vreau sa fluier, fluier*, un film où le microcosme de la maison de détention sert de catalyseur. Leurs conditions de détention révèlent et analysent l'état de la Roumanie d'aujourd'hui. Un drame intime se prépare à l'extérieur, un drame de famille que le jeune acteur principal, qui a tout de suite happé notre regard, incarne avec véhémence. Sa mère, qui l'a abandonné à plusieurs reprises, veut emmener son plus petit frère en Italie où un travail l'attend. Il veut que son frère reste mais, enfermé, il ne peut rien faire pour l'en dissuader. D'où une escalade de violences pour arriver à ses fins. Nous ne savons pas si tout cela va marcher, mais la façon avec laquelle il arrache la promesse à sa mère de laisser le petit frère avec lui, est, dans sa détresse extrême, plus que convaincante. Alors qu'il menace d'exécuter un otage, il se contentera finalement d'un baiser chaste et de boire un café avec elle avant de se rendre.

Ce film a été distingué deux fois : par le Grand prix du jury et par l'Alfred Bauer Preis, hautement doté, qui lui permettra de réaliser un autre film dans une réelle indépendance. Le réalisateur, dont c'est le premier film, en fera sûrement bon usage.

Le vertige de l'âme

Quand passait le film russe *Kak ya provel etim letom* de Alexeï Popogrebsky, où il y avait adéquation entre un paysage hors du temps aux confins de l'Arctique et une lutte entre deux hommes, on a tout de suite pensé : voilà un film qui plaira à Herzog (président du Jury). Il y avait là un ours blanc qui rodait dans ces étendues vides et un vieux qui disait toujours au jeune : « Ne sors pas sans ton fusil, tu pourras rencontrer un ours. Un collègue a été mangé l'année dernière ! » Sur fond d'effondrement de l'ex-Union soviétique, ce jeune volontaire vit un Tchernobyl réel ou imaginaire, en tout cas évolue dans des régions contaminées. Les hommes sont mis à l'épreuve, sommés de trouver des stratégies de survie dans leur station météo, avant-poste de l'enfer quand le bateau de ravitaillement ne vient pas.

Dans ce beau film contemplatif sur les tourments qu'affrontent les hommes en présence des forces hostiles d'une nature indomptée, la naissance de conflits presque dostoïevskiens semble inévitable. Prix d'interprétation *ex-aequo* à Grigori Dobrygin et Sergei Puskepalis et prix pour la meilleure performance artistique, à savoir le travail de la prise de vue du chef opérateur Pavel Kostomarov.

Le grand événement de cette 60e Berlinale n'était peut-être pas la découverte de tous ces films, mais un retour sur le passé, une restauration phare d'un des plus importants films de Fritz Lang d'avant-guerre, *Metropolis*, qui analyse le capitalisme féroce, l'exploitation des ouvriers et qui se termine par l'éloge du médiateur, sorte de syndicaliste illuminé qui défendrait les ouvriers contre l'arbitraire du grand patron. Dans ce film monument, il y a déjà la vision de la personne fragile, clivée, manipulée et la création d'un robot qui la remplacerait, basée sur l'illusion de la ressemblance et ce que Fassbinder appelle « l'exploitation des sentiments ». Cette problématique correspond à l'héritage du romantisme allemand. Il est utile de rappeler dans ce contexte que le jeune cinéma allemand, dont Herzog était une des figures les plus imposantes, faisait l'impasse sur le cinéma nazi et des grands films de propagande produits par la Ufa pour revendiquer le lien direct avec le cinéma de Lang et de Murnau.

Jud Süss. Film ohne Gewissen de Oskar Roehler s'inscrit dans cette réflexion faite de réminiscences du cinéma nazi toujours honni et encore interdit, visible uniquement dans les cinémathèques, condamné à être présenté « accompagné » par des spécialistes, pédagogues, historiens de cinéma, comme si le langage cinématographique ne parlait pas par lui-même et que le public était immature dans son regard et dans ses jugements. Le film d'Oskar Roehler travaille un autre angle d'attaque que le film antisémite de Veit Harlan *Jud Süss* (Le Juif Süss – en réalité, *Jud* veut dire youpin). Pour Roehler, c'est l'acteur Ferdinand Marian (Süss-Oppenheimer) le personnage clé du film : il lui fait expier sa vanité d'acteur qui n'a pas su dire non à Goebbels en l'envoyant au front assister aux projections destinées aux soldats, condamné à le regarder en boucle et à supporter leurs manifestations de haine. Car même s'il n'est pas juif, il l'incarne avec un tel talent que personne ne le croira plus. Jusque-là, le film avance honnêtement ses pions. Mais où cela se gâte, c'est au moment où Roehler ne résiste plus à l'envie de montrer des extraits du vrai film de 1940 et à y insérer des plans avec son acteur Tobias Moretti, qui est d'ailleurs remarquable. Ce vrai mélangé de faux détruit l'échafaudage fragile du film et le voue à l'échec. Cette roublardise virtuelle gâche tout.

La Berlinale, un vrai festival avec un public payant des billets d'entrée pour voir les films, a vendu cette année 300 000 billets, un record absolu. Donc, méditons la relativité de toute chose. Surtout qu'il y avait environ 400 films à voir.

« Quand la Berlinale est terminé, on constate avec étonnement que Berlin est toujours là [1] », dit Wolfgang Kohlhaase, le scénariste de presque tous les films emblématiques de la RDA, qui écrit depuis pour Andreas Dresen (*Septième ciel*) et tant d'autres. La 60e Berlinale lui rendait hommage, ainsi qu'à Hanna Schygulla, l'égérie de Fassbinder, pour l'ensemble de leur œuvre. H. H.

1. Appliquez la phrase à Cannes pour comprendre la différence.

Bal

Un paysan

comme Gaston Couté

Le 24 mars, un film de Pascal Boucher sort en salles : *Bernard, ni Dieu ni chaussettes*. Ce documentaire est né de la rencontre avec Bernard, vieux paysan beauceron, et est un portrait en creux du poète Gaston Couté. Or, Bernard, clope au bec et qui produit son propre vin, se définit comme un anarchiste et est un passionné de l'auteur de *la* « Chanson du gars qu'a mal tourné ». Ce film attachant aborde les thèmes d'un monde paysan qui change, d'une culture qui disparaît et de la culture populaire et libertaire. Les producteurs de ce film ne sont autres que Les mutins de Pangée qui avaient notamment produit le film de Daniel Mermet, *Chomsky et Cie*. Autant de bonnes raisons pour soutenir ce film en allant le voir en salles*. Le réalisateur Pascal Boucher nous a accordé un entretien juste avant son départ pour la Slovénie puisqu'il est déjà sur un nouveau projet de film.

Le Monde libertaire : Comment avez-vous rencontré Bernard ?

Pascal Boucher : Au départ, il y a l'œuvre de Gaston Couté, un poète de la condition paysanne, figure de la mouvance anarchiste, qui a connu son heure de gloire au temps du Montmartre de la Belle Époque. En voulant faire un film sur sa vie, j'ai rencontré un interprète de ses textes, un paysan de 70 ans, Bernard Gainier. À un siècle de distance, les deux hommes ont grandi tous deux à Meung-sur-Loire, près d'Orléans, et partagent les mêmes idées libertaires. J'ai trouvé le présent plus intéressant à filmer que le passé. D'autant que les monologues de Couté qu'il déclame constituent toujours un cinglant réquisitoire contre les injustices, l'hypocrisie, l'orgueil des nantis et les « Môssieu Imbu » d'aujourd'hui…

ML : Comment va-t-il depuis la fin du tournage ?

P. B. : Bernard a pris sa retraite au moment où j'ai commencé à le filmer. Usé par le travail, souffrant de problèmes de dos, il a passé des périodes difficiles où le tournage a été arrêté. Il se produit de moins en moins sur scène et pas très loin de chez lui…, mais il a gardé la langue bien pendue ! Il aime parler, ce n'est pas un hasard si c'est un « diseux ». Et puis, ce film sur sa vie, un CD qui lui est entièrement consacré, c'est une forme de reconnaissance à laquelle il ne s'attendait pas et qui certainement l'aide moralement. Mais n'allez surtout pas lui dire que c'est un artiste, il se vexerait ! « J'chu d'abord un pésan ! »

ML : Qu'est ce qui vous a poussé à faire ce film ?

P. B. : Faire découvrir Couté au travers d'un paysan d'aujourd'hui, faire entendre un parler beauceron qui disparaîtra avec Bernard, avec ceux de sa génération. Dessiner le portrait d'un homme attachant et drôle, qui veut qu'on respecte son mode de vie comme il respecte celui des autres. Et aussi filmer ce coin du Val-de-Loire d'où je suis originaire. Bernard vit sur une lande de terre d'une dizaine de kilomètres entre la Loire sauvage et le plateau beauceron. Cette région près d'Orléans est assez peu filmée, culturellement figée dans le passé : celui de Jehanne d'Arc, de la Renaissance et des châteaux de la Loire. C'est une région assez conservatrice, est-ce pour cela qu'elle a donné naissance à une tradition libertaire ? À Meung-sur-Loire, au fil des siècles, ont vécu des personnalités comme Jehan de Meung, Rabelais, François Villon, Gaston Couté… Rabelais, qui a écrit *Pantagruel* à quelques kilomètres de chez Bernard, prônait déjà au XVIe siècle « Fais ce que vouldras ».

ML : Connaissiez-vous ce monde paysan avant cela ?

P. B : Mon lien est d'abord familial. J'avais des grands-parents viticulteurs et j'ai beaucoup de souvenirs de vendanges. Mais comme Gaston, j'ai vite quitté la campagne pour monter à Paris. Les liens étaient toujours présents, mais lointains jusqu'à ce que je redécouvre l'œuvre de Couté. Ses textes en patois qui m'étaient étrangers au début, mais dont la musique des mots m'était familière, ma rencontre avec Bernard, dans cette ferme où le temps semble s'être arrêté dans les années 1960… et évidemment le personnage de Bernard, « diseux » et anar, m'ont donné envie de poser ma caméra. J'ai pris le temps de m'intéresser à lui, de me mettre à son rythme, c'est ainsi que le film a été tourné sur plus de trois ans. C'était important de garder une trace.

ML : Gaston Couté toujours vivant ?

P. B. : Plus que jamais, d'autant que l'on va fêter le centième anniversaire de sa mort en 2011. Il n'a jamais été reconnu officiellement (bien qu'il ait son musée à Meung-sur-Loire !), pourtant une cinquantaine d'interprètes, amateurs et professionnels, continuent de faire vivre sa poésie. Ils sont de toute la France, de tous les âges… Il n'y a pas beaucoup de poètes de cette époque qui peuvent en dire autant. Parce que ses textes restent d'actualité et qu'ils sont porteurs d'une profonde humanité.

ML : Est-ce un film qui, à l'instar de Depardon, évoque la fin d'un univers ?

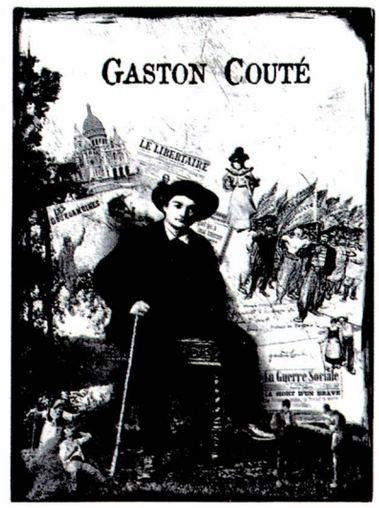
P. B. : Bien sûr, il fait partie de cette paysannerie en voie de disparition, mais c'est plus que ça…, c'est la fin d'un certain monde populaire, d'un parler, d'une manière de penser. Il y a une filiation avec un monde ancien, issu du XIXe siècle. Bernard a travaillé avec un cheval jusqu'en 1989. Et puis, il est féru d'histoire et sa période de prédilection va de la Commune à la boucherie de 14-18. L'époque de Couté et celle des grandes heures des mouvements anarchistes. Il garde un lien permanent avec le passé, sans pour autant faire de preuve de nostalgie, c'est un gardien de la mémoire et un passeur.

Et tout n'est pas perdu, sa vigne est reprise par un jeune viticulteur bio, anar lui aussi !

Daniel
(Gard)

---

*. Les cinémas programmant le film et organisant des débats sont consultables sur le site dédié au film : www.lesmutins.org/bernardnidieunichaussettes



Il y a belle lurette qu'on n'a pas causé de Radio libertaire dans une brochure, un livre… Le 1er septembre 1981, Radio libertaire, la radio de la Fédération anarchiste, faisait, pour la première fois, entendre sa voix sur Paris et la proche banlieue.
Le reste c'est de l'histoire… du siècle dernier ! En ce début de 2010, nous avons décidé de collecter ce que les émissions actuelles de Radio libertaire ont à dire sur 89.4. Chaque semaine, des émissions se présenteront dans* Le Monde libertaire. *À la fin, on ramassera les copies et on en fera une brochure, un ouvrage. Bonne lecture !

Epsilonia

Chaque jeudi soir, Epsilonia défriche les territoires déviants, atypiques & innovants des musiques expérimentales : contemporaine, électroacoustique, improvisée, bruitiste, free-jazz, installations sonores et poésie sonore. Créée en 1986 par Jacques Perdereau, Epsilonia est rediffusée le lundi suivant l'émission par une web-radio associée (astrangerparadise.com). Après la partie en direct (22 heures-minuit), les animateurs diffusent des bandes sans fin de programme inédit qui permettent la découverte approfondie d'un sujet ou la diffusion de longues pièces – rarement diffusées en radio.

Trois équipes d'animateurs se succèdent pour faire découvrir ces musiques, espérant ainsi susciter la curiosité, l'envie d'écouter et de penser différemment : elles proposent des concerts en direct, interviews, actualités, sujets pointus et beaucoup de création radiophonique (par exemple sous forme de résidence annuelle offerte à un artiste, comme en 2009-2010, le Feuilleton Bimensuel « 700 000 tonnes à 100 km/h dans le Brouillard », par *Déficit Des Années Antérieures*).

- myspace.com/epsiloniaradiolibertaire\n _blankhttp
Annonce programmes, promotion, contact avec les auditeurs.
- epsilonia.free.fr/
Informations, archives audio et photo.
- Blog : détail des artistes/playlists (epsilonia-radio.blogspot.com

Artracaille

Artracaille parle, et c'est peu de le dire, de la condition de l'artiste. De l'artiste dans la cité, dans la société ou hors de celle-ci, de son engagement ou de son non-engagement politique, de ses rapports à la religion, à la science, à l'histoire, à l'actualité, à l'autorité. De la façon dont il voit ou perçoit l'avenir de son métier. Les artistes invités sont prévenus : ils ne viennent pas sur Radio Libertaire pour faire leur promo. Ils y viennent pour aider les auditeurs, qu'ils soient artistes ou qu'ils ne le soient pas, à comprendre comment et pourquoi certains humains ne peuvent vivre sans créer, alors que d'autres s'en passent aisément. Ou presque.

Les Amis d'Orwell

Les Amis d'Owell est une émission diffusée un mardi sur deux de 16 heures à 17 heures. Elle a été créée début 2007 par l'association « Souriez vous êtes filmé-e-s », qui lutte depuis 1995 contre la mise en place d'une société de technologie répressive en proposant des alternatives militantes festives et en participant à la convergence des luttes antisécuritaire.

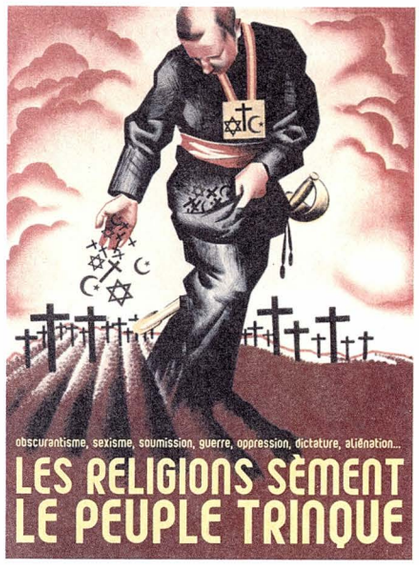
La référence à George Orwell, qui n'a cessé de dénoncer à travers ses écrits les atteintes aux libertés générées par le système capitaliste ou les États totalitaires, est donc délibérée. Dans 1984, il élabore un roman politique intemporel et universel, annonciateur de la société actuelle.

Le créateur de Big Brother, de la surveillance par télécrans et de la novlangue (« la guerre, c'est la paix ») ne serait pas surpris par les puces RFID et la vidéosurveillance, sournoisement renommée vidéoprotection !

L'émission fait entendre la voix des opposants à la surveillance généralisée et aux technologies de contrôle (biométrie, nanotechnologies, fichage, militants, auteurs d'ouvrages ou artistes viennent réfléchir avec nous à ces questions : pourquoi et comment ce système se construit, comment y faire face individuellement et collectivement ?

---

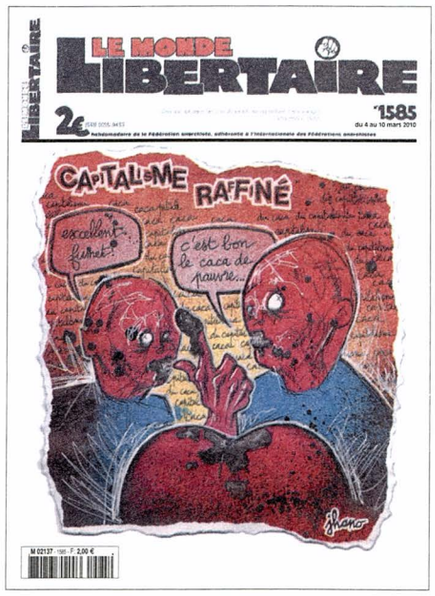
souriez.info/Ecoutez-les-amis-d-Orwell



Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com
un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Appel aux lecteurs et lectrices du *Monde libertaire* pour un nouveau dossier !

La thématique proposée – « Nouvelles technologies : outils d'émancipation ? » – se voudrait un panorama d'une réflexion libertaire à propos des nombreuses innovations technologiques que l'on voit déjà à l'œuvre ou qui le seront dans quelques années. À côté des technolâtres s'agenouillant devant les « dieux technologiques » et des technophobes confondant l'exploitation capitaliste de ces nouvelles technologies et le potentiel progressiste de certaines d'entre elles, il nous semble qu'une réflexion mêlant révolution sociale et révolution des instruments doit s'imposer. Si, par exemple, les puces RFID, les caméras de vidéosurveillance et les technologies y afférentes sont évidemment inacceptables (le *ML* s'en fait fréquemment l'écho), nous pouvons penser que les technologies permettant de se passer du pétrole et du nucléaire, ou celles qui limitent le recours aux humains comme bêtes de somme du capitalisme, etc., sont indispensables, à condition qu'elles soient au service d'un projet libertaire. Ces quelques exemples sont évidemment déclinables en de nombreux autres.

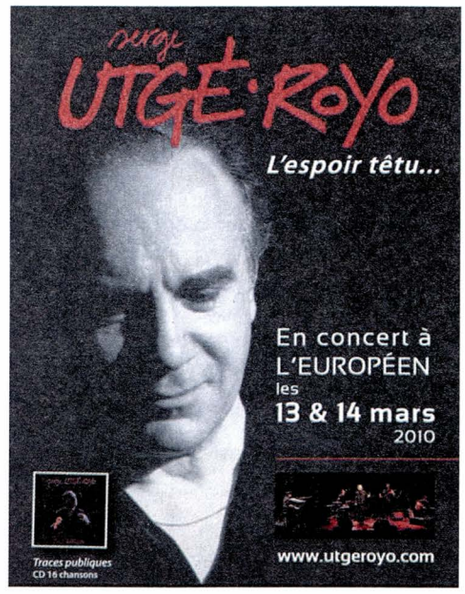
Vos contributions (articles, reportages, témoignages, chroniques) sont à envoyer avant le 31 mai 2010 à l'adresse suivante :

Publico/ML des lecteurs, 145, rue Amelot, 75 011 Paris, France
ou
mldeslecteurs@yahoo.fr

Précisions :

Une page compte environ 5 000 signes typographiques (espaces comprises). Afin de permettre le plus de points de vue possibles, nous demandons aux auteurs de limiter leurs textes à 15 000 signes.

Merci de nous communiquer un contact (postal, téléphonique, électronique) où nous pourrons vous joindre.



Radio libertaire

À compter du mardi 30 mars, l'émission *Ça booste sous les pavés* aura lieu tous les mardis de 22 h 30 à minuit, et les émissions quinzomadaires *Bol d'art* et *Muzar* auront lieu le vendredi de 22 h 30 à minuit, avec, pour commencer *Muzar* le vendredi 2 avril, puis *Bol d'art* le vendredi 9 avril. *Ça booste sous les pavés* invite *Bol d'art* et *Muzar* à participer à sa dernière émission du vendredi, le 26 mars.

Radio libertaire

Jeudi 11 mars

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité avec le recul anarchiste.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 heures) Faire chanter les maîtres chanteurs et ridiculiser les profiteurs de guerre.

Epsilonia (22 heures) De courtes actualités expérimentales ; le feuilleton radiophonique de «Déficit des années antérieures : "700 000 tonnes à 100 km/h dans le brouillard" (épisode 11). Deux invités : Tanzprocess et Hugues Vincent, musiciens.

Vendredi 12 mars

Petits matins pour le grand soir (8 h 30) L'émission des enfants du Père La Purge.

L'écho des cabines (11 heures) Émission sur les familles de détenus.

Les oreilles libres (14 h 30) Les prénoms féminins dans les musiques de traverses, le rock alambiqué et la chanson de qualité.

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

La grenouille noire (21 heures) L'émission sera consacrée aux OGM. Invités : Inf'OGM.

Samedi 13 mars

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Les barbares sont là. Avec Maurice Rajsfus.

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) *8 th Wonderland* de Jean Mach et Nicolas Alberny : résistance dans le cyberespace.

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante

Dimanche 14 mars

Ni maître, ni dieu (10 h 00) Coordination des Libres Penseurs.

Folk à lier (12 h 00) Musiques traditionnelles

Tempête sur les planches (14 h 00) Pour la reprise du spectacle au Lavoir moderne parisien *Le dit de l'impétrance* : une interrogation sur le métier d'actrice et le sens du théâtre. Un texte d'Enzo Cormann.

L'heure Stratocaster (15 h 30) L'émission riffs et gros sons.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) La joyeuse équipe du CIRC traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Détruire l'ennui (20 h 30) Autour du mouvement punk.

Rudies back in town (22 h 00) Approche sociopolitique du mouvement skinhead international...

Lundi 15 mars

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire,

Les partageux de la Commune (13 heures) Le vivre ensemble (16 heures) Végétarisme et cause animale.

La santé dans tous ses états (18 heures) Stéphane Horel, auteur du livre *Les médicamenteurs*.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme : La revue *Afrique XXI*.

Mardi 16 mars

Le Parisien libertaire (8 heures) Faut libérer Paris ! Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

Artracaille (11 heures) Art et contestation.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques et actuels.

Les amis d'Orwell (16 heures) Anti-vidéosurveillance.

Idéaux et débats (18 heures) C'est la crise. Vous vous souvenez ? En direct, Florence Aubenas, pour son livre intitulé *Le quai de Ouistreham*.

Paroles d'associations (19 h 30) Le « Collectif des cinéastes pour les sans-papiers » vient présenter le film ainsi que la campagne *On bosse ici ! On vit ici ! On reste ici !*

Emission spéciale (20h30) Antenne ouverte aux auditeurs.

Mercredi 17 mars

Blues en liberté (10h30) Johnny Shines, compagnon de Robert Johnson.

Sans toit ni loi (12heures) Émission sur les mal-logés et la précarité

Le manège (14heures) Littérature & Cinéma L'invité littéraire.

Femmes libres (18h30) Avec Nadine Jasmin pour le livre *Exploitées ? Le travail invisible des femmes* (éditions Les points sur les i).

Ras les murs (20 h30) Saïd André Remli viendra pour son livre *Je ne souhaite cela à personne*. Après vingt ans de prison, Saïd André sort, et...

Traffic (22 h 30) Musiques urbaines et libres propos.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Mardi 9 mars puis les 10, 19, 23 et 24 mars

Paris XVIIIe

20 h 30. Dans la plus pure tradition du Music'Hall, Éric Toulis, artiste aux multiples talents, tendre, généreux et haut en couleurs, manie l'humour et l'émotion avec dextérité. Brahim Haïouani l'accompagne à la contre-basse, pour un tour de chant tonitruant, émouvant, vif et drôle. Aux Trois baudets, 64, boulevard de Clichy, métro Blanche ou Pigalle. 15 ou 12 euros. Réservation 01 42 62 33 33 ou par Internet.

Du vendredi 26 mars au dimanche 28 mars.

Zagreb (Croatie)

La 6e Foire du livre anarchiste de Zagreb (ASK, Anarhisticki sajam knjiga) accueillera des stands d'éditeurs et des débats. Renseignements : anarhisticki.sajam.knjiga @gmail.com (on peut y écrire en anglais) ; www.ask-zagreb.org (en croate et en anglais).

Jeudi 11 mars

Saint-Denis (93)

19 heures La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : La servitude volontaire. Second cours : L'emprise de la transparence dans les institutions spécialisées. Présentation de Jean-Pierre Pinel, maître de conférence à l'Université Paris XIII, psychologue clinicien et auteur de plusieurs travaux sur l'analyse de groupes et d'institutions. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 12 mars

Saint-Jean-en-Royans (26)

De 18 heures à 21heures. En partenariat avec le collectif EXYZT, le groupe La rue râle de la FA a le plaisir de vous inviter au vernissage de l'exposition « La commune d'Oaxaca » sur la lutte et l'autogestion au Mexique. À la Salle Saint-Joseph (à côté de l'office du tourisme). Contact : laruerale@no-log.org

Toulouse (31)

20 heures. Conférence-débat organisé par la CGA Toulouse autour du livre *Utopies américaines, expériences libertaires du XIXe siècle à nos jours* avec son auteur Ronald Creagh à l'Athénée Albert Camus, 36, rue de Cugnaux. M° Patte d'Oie ou Les Arènes.

Samedi 13 mars

Plélan-le-Grand (35)

9 h 30 et 12 heures le dimanche 14. L'Union locale de Rennes de la Fédération anarchiste organise un Centre de formation anarchiste sur le thème de la décroissance libertaire ouvert aux adhérents et sympathisants de la Fédération anarchiste. Repas et hébergement sur place, au Gîte de la Hantrais. Programme et informations pratiques au 02 99 06 90 92 ou www.farennes.org

Saint-Jean-en-Royans (26)

De 10 heures à 21 heures et de 10 heures à 15 heures le dimanche 14. Visite libre de l'expo sur la Commune d'Oaxaca. 18 heures Rencontre-débat avec un militant de Vocal (Voix oaxaquènes construisant l'autonomie et la liberté). Salle Saint-Joseph. Contact : laruerale@no-log.org

Marseille Ier

17 heures. Causerie animée par Guillaume de Gracia pour son *Horizon argentin. Petite histoire des voies empruntées par le pouvoir populaire, 1860-2001*. Au C.I.R.A. 3, rue Saint-Dominique (angle place des Capucines).

Paris XVIIe

20 h 30. Serge Utgé Royo chante *L'espoir têtu*, une dizaine de nouvelles chansons, mêlées à d'anciennes... Tarifs : 22 euros, 17 euros (séniors, groupes de 10 et plus), 12 euros (chômeurs, étudiants, porteurs de la carte Radio libertaire), 2 euros (RSA). L'Européen, 3-5, rue Biot. M° Place-de-Clichy. Tél. : 01 43 52 20 40, 01 43 87 97 13. utgeroyo. com.

Montreuil (93)

De 15 heures à 23 h 30 et de 15 heures à 22 heures le dimanche 14. Vive la guerre civile ! Deux journées d'action sur la guerre civile espagnole et son actualité soixante-dix ans après la fin des combats armés mais pas des combats politiques. Samedi, lecture de la pièce de théâtre *Vive la guerre civile !*, hommage à Orwelle et Camus, chants de la guerre civile, présentation de livres et chants populaires des peuples d'Espagne. Dimanche, chants, films et discussion de clôture. À la Parole errante, à la Maison de l'arbre, 9, rue François-Debergue.

Lundi 15 mars

Saint-Denis (93)

19 heures La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Avant-garde & contre-offensive. Premier cours : Films de Gérard Courant. Gérard Courant filme le monde de façon sérielle. Ce qui ne doit pas laisser dans l'ombre la réussite de longs-métrages singuliers, comme *Aditya*, 1980, ou *À propos de la Grèce*, 1985. Présentation de Isabelle Marinone et Nicole Brenez. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Mardi 16 mars

Saint-Denis (93)

19 heures La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : La tyrannie technologique. Troisième cours : Les résistances à la technologie, XIXe-XXIe siècle. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 18 mars

Sarlat (24)

Café Libertaire. A partir de 21 heures. Discussions libres et improvisées autour du groupe Drapeau Noir Périgord (FA), au café Le Lébérou, rue J.-J. Rousseau.

Exposition photos

Oaxaca,
El Poder de la Comuna

12 au 14 mars 2010

Vendredi 12 - 18h

Vernissage

Samedi 13 - 10h-21h

18h Débat avec un militant de Oaxaca

Dimanche 14 - 10h-15h

Salle St Joseph

St Jean en Royans

En partenariat avec EXYZT

Entrée libre

Organisée par le Collectif libertaire La rue râle (Fédération Anarchiste)

http://vercors-libertaire.blogspot.com/

larueraleé@no-log.org